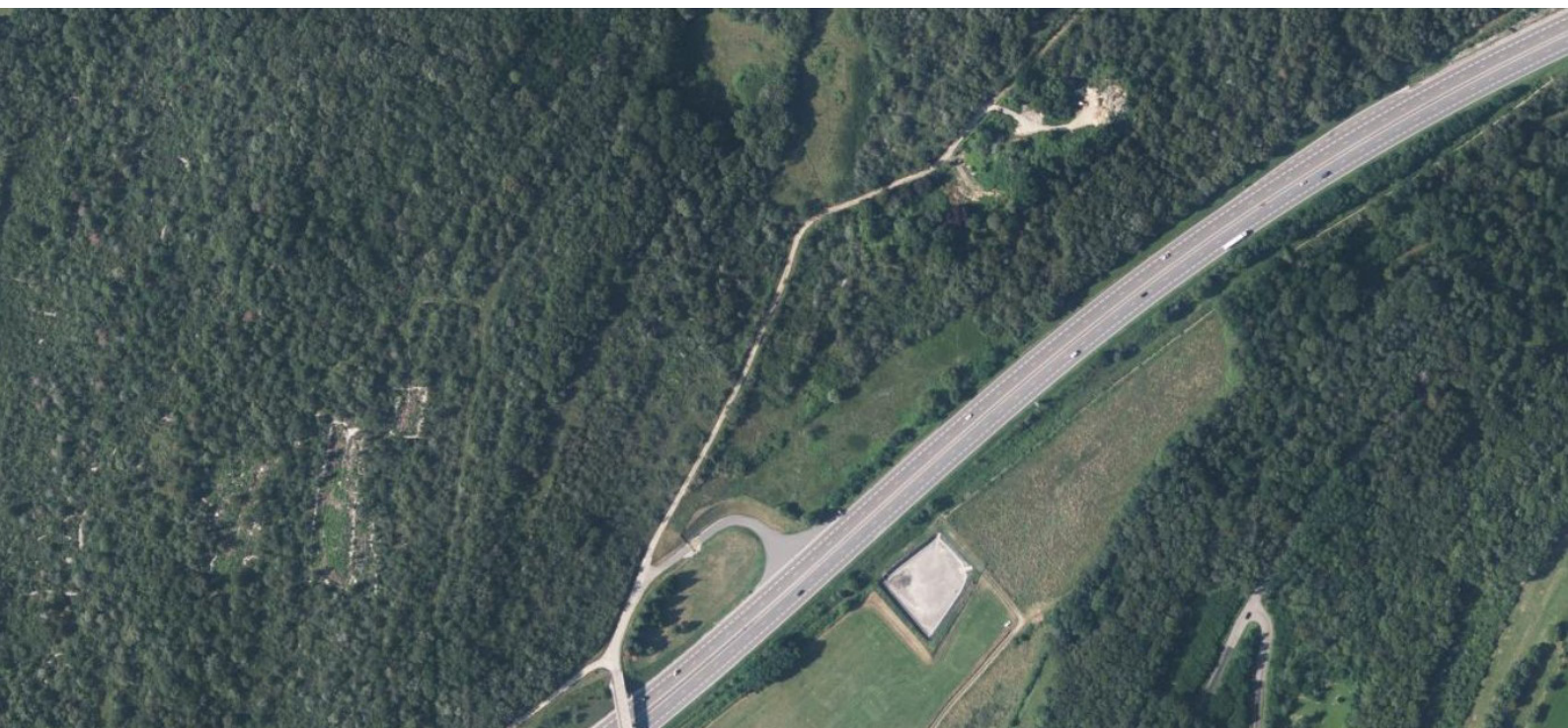


DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ

RELATIVE À LA CRÉATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AUX
LIEUX-DITS "AUX COMBES" ET "SUR AUTACHET"



DOSSIER POUR CONSULTATIONS ET ENQUÊTE PUBLIQUE

COMPLÉMENT AU RAPPORT DE PRÉSENTATION



NOTICE DE PRÉSENTATION



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 - PRESENTATION DE LA PROCEDURE.....	3
1.1 - RESUME DU PROJET ET DE SON CARACTERE D'INTERET GENERAL	3
1.1.1 - Résumé du projet.....	3
1.1.2 - Résumé de l'intérêt général du projet	4
1.2 - NECESSITE DE FAIRE EVOLUER LE PLU	5
1.3 - CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	5
1.3.1 - Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU	5
1.3.2 - Evaluation environnementale.....	6
1.3.3 - Concertation préalable	6
2 - VOLET DECLARATION DE PROJET	7
2.1 - LOCALISATION ET HISTORIQUE DU SITE	7
2.1.1 - Localisation du site	7
2.1.2 - Historique du site.....	16
2.2 - PRESENTATION DU PROJET.....	18
2.2.1 - Présentation détaillée des principes du projet	18
2.2.2 - Le projet en quelques chiffres.....	20
2.3 - JUSTIFICATION DU CARACTERE D'INTERET GENERAL.....	22
2.4 - INCIDENCES DU PROJET SUR LE CONTEXTE TERRITORIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	25
2.4.1 - Contexte urbain	25
2.4.2 - Contexte patrimonial.....	29
2.4.3 - Contexte agricole.....	30
2.4.4 - Contexte paysager et environnemental.....	31
2.4.5 - Synthèse des enjeux paysagers et territoriaux	33
3 - VOLET MISE EN COMPATIBILITE	35
3.1 - SITUATION DU PROJET AU REGARD DU PLU EN VIGUEUR.....	35
3.1.1 - Présentation du PLU actuel	35
3.1.2 - Occupations/utilisations des sols et caractéristiques du projet	35
3.1.3 - Prise en compte des enjeux du projet dans le PLU	36
3.1.4 - Analyse de compatibilité pièce par pièce.....	37
3.2 - CONTENU DE LA MISE EN COMPATIBILITE	46
3.2.1 - Evolution du PADD.....	47
3.2.2 - Evolution du plan de zonage et des prescriptions graphiques.....	47
3.2.3 - Evolution du règlement littéral.....	51
3.3 - SITUATION DU PROJET AU REGARD DES DOCUMENTS ET TEXTES CADRES DE L'URBANISME LOCAL.....	58
3.4 - ANALYSE DE CONSOMMATION FONCIERE	60



1 - PRESENTATION DE LA PROCEDURE

Le présent document est le complément au rapport de présentation (conformément aux dispositions de l'article R.151-5 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLU est complété par l'exposé des motifs des changements apportés lorsque le PLU est mis en compatibilité) du PLU de Poncin dans le cadre de la procédure de déclaration de projet n°1 relative à la création d'une centrale photovoltaïque aux lieux-dits « Aux Combes » et « Sur Autachet » emportant mise en compatibilité du PLU de Poncin. Cette procédure a été prescrite par arrêté du Maire en date du 19 décembre 2023.

Ce complément au rapport de présentation (pièce 1.a. du dossier) contient un volet relatif à la déclaration de projet n°1 au titre de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme et un volet relatif à la mise en compatibilité du PLU de Poncin au titre des articles L.153-54 et suivants du même code. Ce rapport de présentation est également complété d'un deuxième volume (pièce 1.b.) comprenant le diagnostic approfondi des enjeux territoriaux du site ciblé.

Le dossier de la procédure comprend également les pièces du PLU faisant l'objet de modifications au titre de la mise en compatibilité :

- le projet d'Aménagement et de Développement Durables modifié ;
- le règlement graphique du PLU modifié ;
- le règlement écrit du PLU modifié ;

Il sera également accompagné des rapports d'état initial de l'environnement et d'évaluation environnementale, réalisés par le bureau d'études environnement.

1.1 - RESUME DU PROJET ET DE SON CARACTERE D'INTERET GENERAL

1.1.1 - Résumé du projet

La société FMG, (Forces Motrices du Gelon), acteur majeur du secteur de l'hydroélectricité, souhaite développer une centrale photovoltaïque à cheval entre les lieux-dits « Aux Combes » et « Sur Autachet » sur la commune de Poncin (01). Le projet devrait se développer sur des terrains occupés par une ancienne décharge, des prairies pâturées et d'autres non, sur une superficie cadastrale totale d'environ 5,26 ha, à flanc de coteau et à proximité immédiate de l'autoroute A40 Genève-Mâcon.

Le projet consistera en l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol, dont les tables seront légèrement surélevées afin de permettre l'élevage, dans la continuité de ce qu'il se fait aujourd'hui sur le site. Une évolution du Plan Local d'Urbanisme de Poncin est nécessaire afin de permettre la réalisation de ce projet.

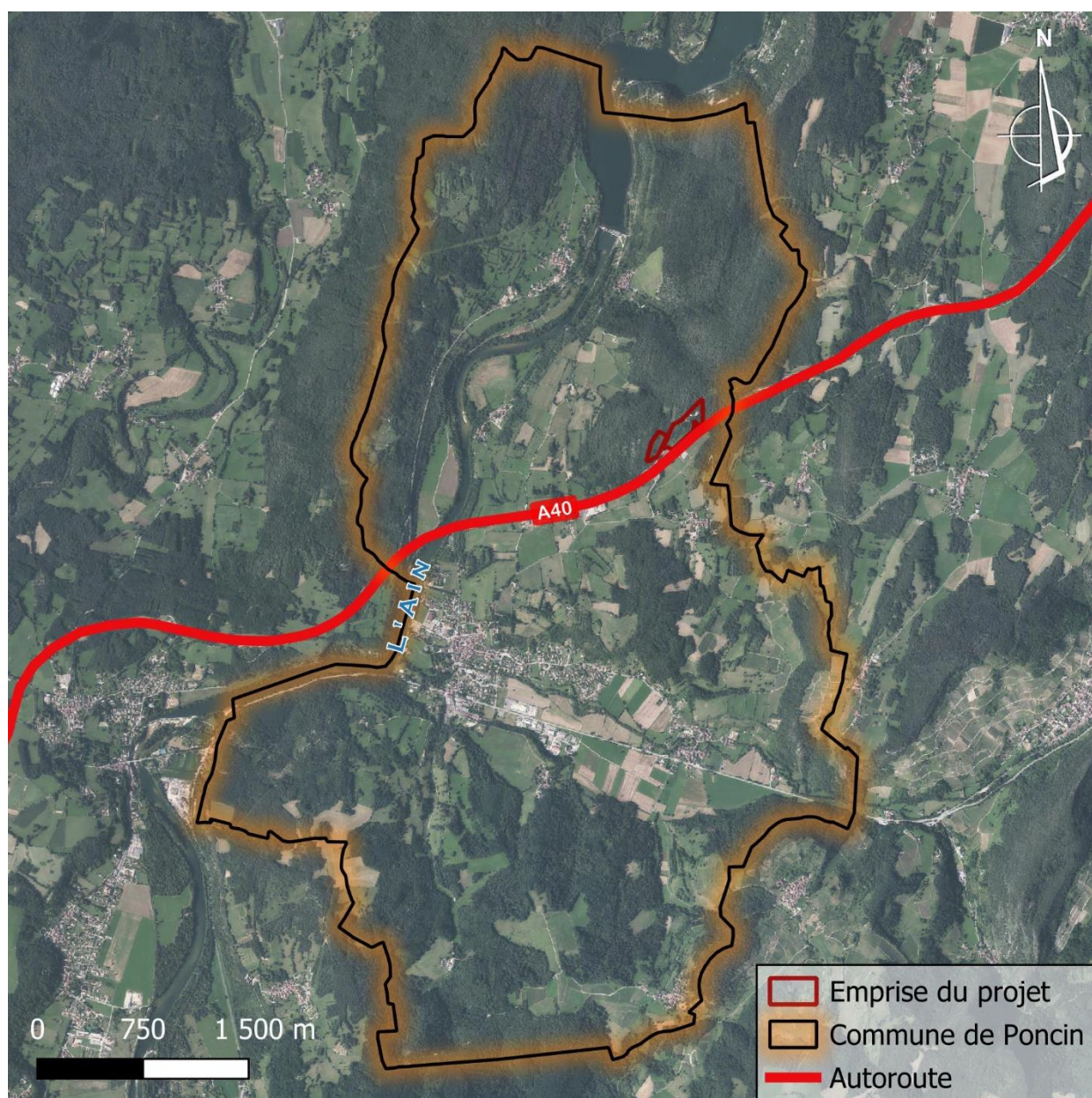


Figure 1 : Situation géographique local du projet de centrale photovoltaïque

1.1.2 - Résumé de l'intérêt général du projet

Le projet de centrale photovoltaïque revêt un caractère d'intérêt général puisqu'il répond aux différents objectifs territoriaux de développement des énergies renouvelables, fixés notamment par l'Union Européenne, l'État, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le SCoT Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain. Tous ces échelons ont pour vocation d'augmenter la production d'énergie « verte » en se basant sur les accords de Paris et l'urgence de trouver des solutions décarbonées locales face au changement climatique et à la demande toujours croissante en électricité. D'autre part, en s'implantant sur une ancienne décharge, le projet participe à la réappropriation d'un ancien espace industriel aujourd'hui abandonné et donc à une meilleure gestion du site et des polluants potentiels qui y seraient toujours présents.



1.2 - NECESSITE DE FAIRE EVOLUER LE PLU

A ce jour, le PLU de la commune de Poncin, approuvé le 25 juin 2013, classe le secteur concerné par le projet en zones A (Agricole), N (Naturelle) et Nd (Naturelle pour le dépôt de déchets inertes), lesquelles ne garantissent pas voire interdisent tout aménagement de ce type. Les autres dispositions règlementaires de ces zones pourraient également contraindre le projet (existence d'un périmètre de protection de biotope et d'une ZNIEFF de type I, proximité avec l'autoroute A40), ce pourquoi une mise en compatibilité du PLU est nécessaire pour permettre le projet.

La procédure proposée est celle de la Déclaration de Projet au titre du code de l'urbanisme emportant mise en compatibilité du PLU (L.153-54 CU). Elle aura pour objectif de faire évoluer le PLU pour permettre l'implantation de la centrale en lien avec les activités d'élevage et les réalités environnementales et naturelles présentes actuellement sur le site.

La présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Poncin a été engagée par arrêté du maire en date du 19 décembre 2023.

1.3 - CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

1.3.1 - Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU

La procédure de déclaration de projet est mentionnée aux articles L-300.6, L.153-54 à 59 et R-153-15 à 17 du Code de l'Urbanisme. Cette procédure permet de déclarer d'intérêt général un projet et de mettre en compatibilité le document d'urbanisme du territoire concerné, ici la commune de Poncin, avec ce projet. Ainsi, l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction.

La procédure de déclaration de projet est ici conduite par l'autorité compétente en matière de PLU, à savoir la commune de Poncin, à partir d'un dossier constitué notamment par :

- Une note de présentation du projet faisant l'objet de la déclaration de projet (axe 2 du présent rapport) ;
- Un volet relatif à la mise en compatibilité du PLU (axe 3) et les modifications affectant les différents documents composant le PLU (axe 3.2. du présent rapport).

Une fois la phase d'études terminée et le dossier consolidé, un examen conjoint (L.153-54 2°) regroupant l'ensemble des personnes publiques associées (prévues par les articles L.132-7 et 9 du code de l'urbanisme) est organisé en vue de recueillir leurs avis sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec la déclaration de projet. Le procès-verbal de cette réunion est joint au dossier d'enquête publique.



Puis, une enquête publique d'une durée d'un mois est organisée : il s'agit pour la population de faire part de ses observations et de ses remarques sur le projet qui lui est soumis. Cette enquête est organisée par la commune après que cette dernière ait sollicité, auprès du tribunal administratif, la désignation d'un commissaire enquêteur. A l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur dispose d'un délai d'un mois pour remettre son rapport et ses conclusions motivées – favorables ou non – sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du document d'urbanisme.

A l'issue de ces phases administratives de consultation, l'autorité compétente approuve, par la déclaration de projet (L.153-58), la mise en compatibilité du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

1.3.2 - Evaluation environnementale

La mise en compatibilité du PLU de Poncin avec la déclaration de projet n°1 emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L.153-31 du Code de l'Urbanisme (modification du projet d'aménagement et de développements durables et évolution ayant pour effet de réduire une protection). Ainsi, conformément à l'article R.104-13 2° du CU et aux dispositions du b) de l'article R.104-11 du même code, la mise en compatibilité du PLU est soumise à évaluation environnementale systématique.

1.3.3 - Concertation préalable

Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, alors que la procédure est soumise à évaluation environnementale, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Poncin doit faire l'objet d'une concertation préalable. Par délibération en date du 13 décembre 2023, le Conseil Municipal de Poncin a mis en place plusieurs modalités de concertation préalable :

- Affichage en mairie de l'arrêté de prescription engageant la procédure de Déclaration de Projet et la délibération du Conseil Municipal définissant les modalités de concertation durant toute la durée des études nécessaires ;
- Mise à disposition du public en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, d'un registre destiné à recueillir les observations et contributions de toute personne intéressée ;
- Mise à disposition d'un dossier en mairie et sur le site internet de la commune ;
- Possibilité d'écrire au maire par voie postale et électronique.

Le Conseil Municipal de Poncin a tiré le bilan de cette concertation préalable par délibération en date du 29 juillet 2024.

2 - VOLET DECLARATION DE PROJET

2.1 - LOCALISATION ET HISTORIQUE DU SITE

2.1.1 - Localisation du site

Le projet est localisé sur la commune de Poncin (1.729 habitants en 2021), implantée entre les gorges de l'Ain et les contreforts du Bugey, à environ 14 km au Nord d'Ambérieu-en-Bugey et à proximité avec la limite communale de Saint-Alban. Le secteur s'inscrit à flanc de coteau d'un relief constitutif du massif du Bugey, à la jonction entre une lisière boisée éparse introduisant le massif forestier fermé des sommets (lisières Nord, Ouest et Est) et les prairies plus ouvertes, occupées par de la végétation basse, principalement constituées de pelouses sèches et de petits arbustes (lisière Sud), que l'on retrouve plutôt dans la vallée. Au Sud, le site est immédiatement délimité par le passage de l'autoroute A40 puis par le hameau d'Avrillat à environ 400 m.

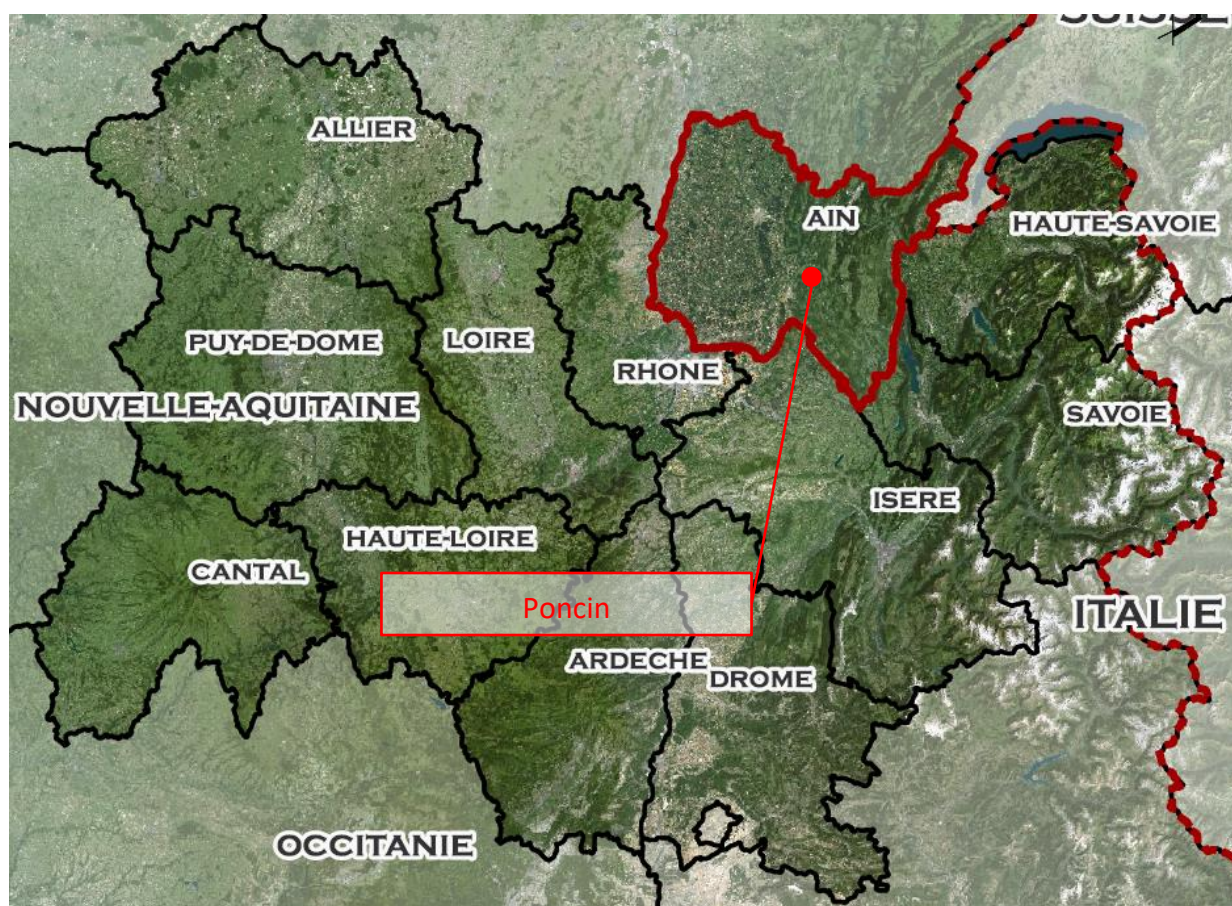


Figure 2 : Localisation de la commune de Poncin

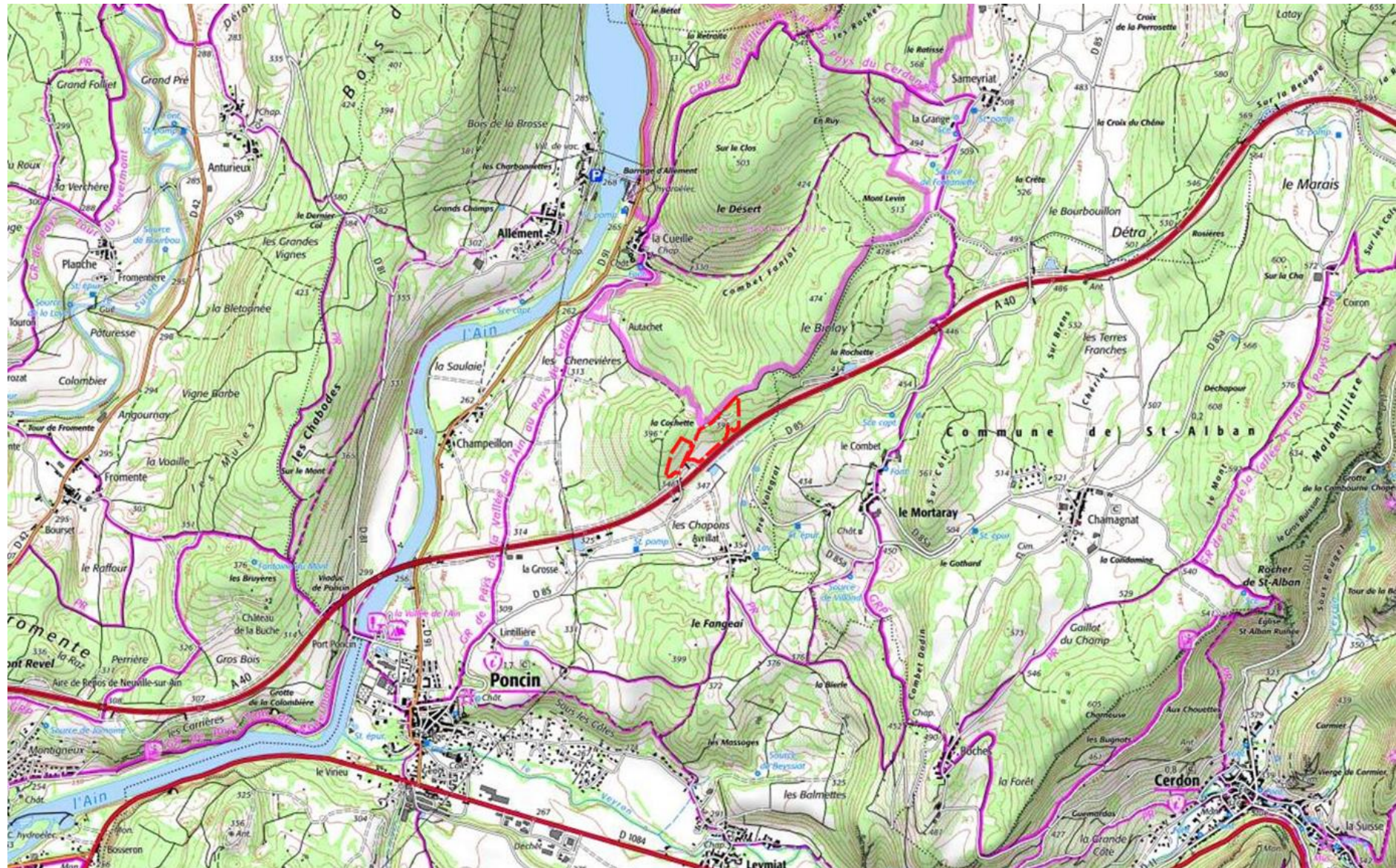


Figure 3 : Localisation du site sur une carte topographique IGN au 1:25 000^e

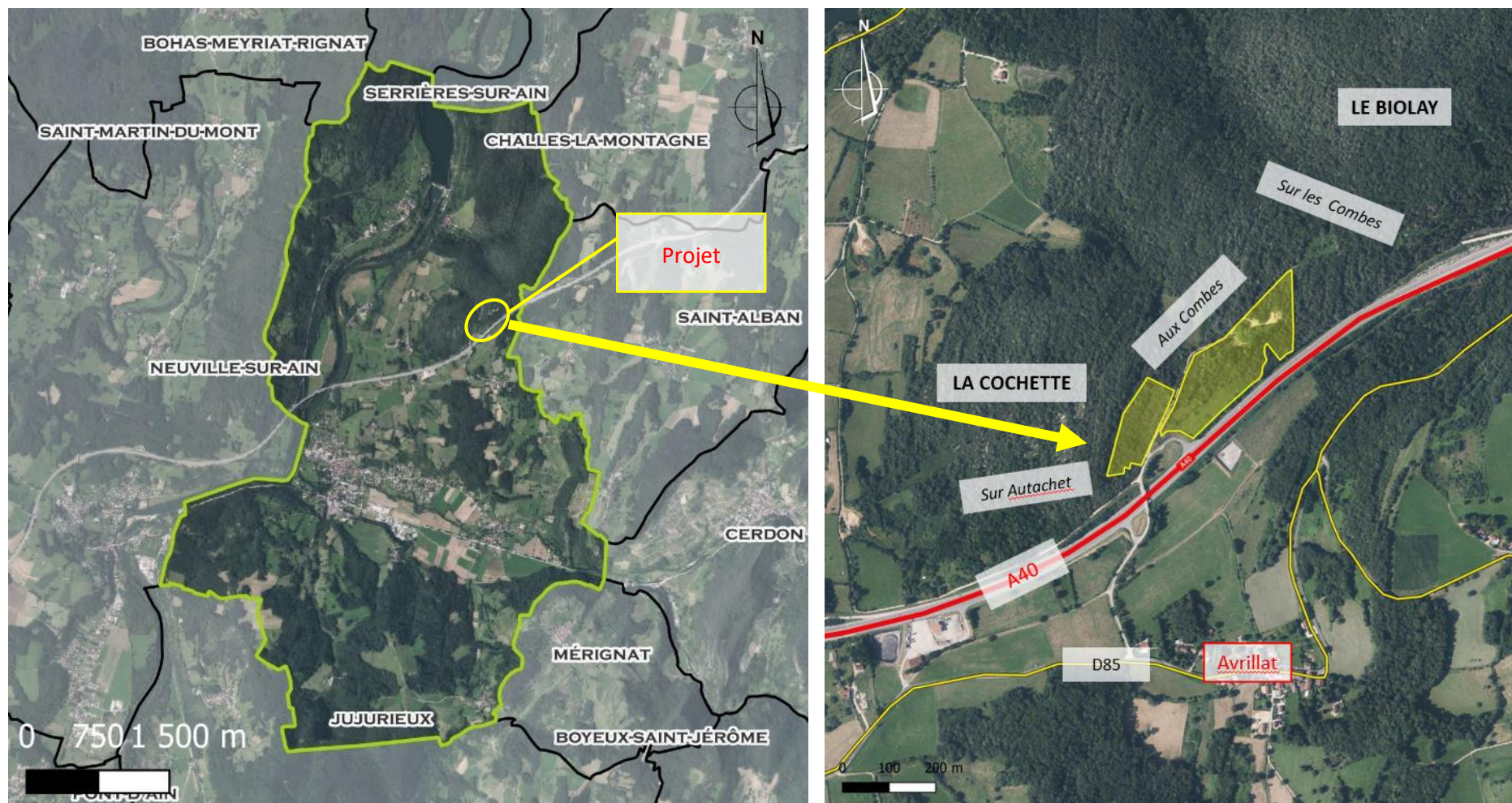


Figure 4 : Localisation du projet sur la commune de Poncin

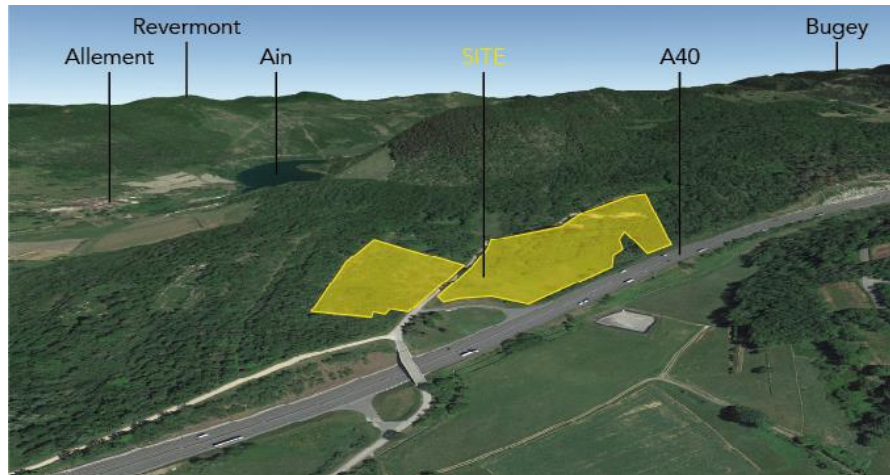


Figure 5 : Représentation graphique de l'emprise du site, en direction du Nord

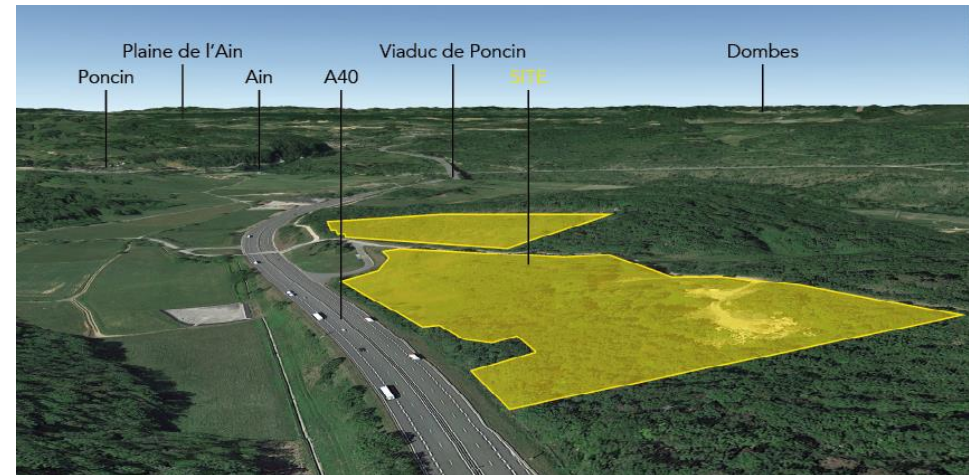


Figure 6 : Représentation graphique de l'emprise du site, en direction de l'Ouest

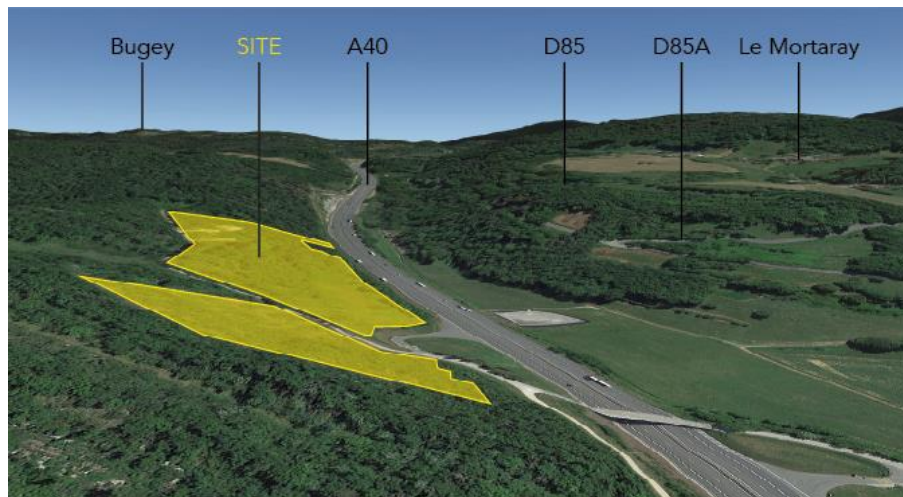


Figure 7 : Représentation graphique de l'emprise du site, en direction de l'Est

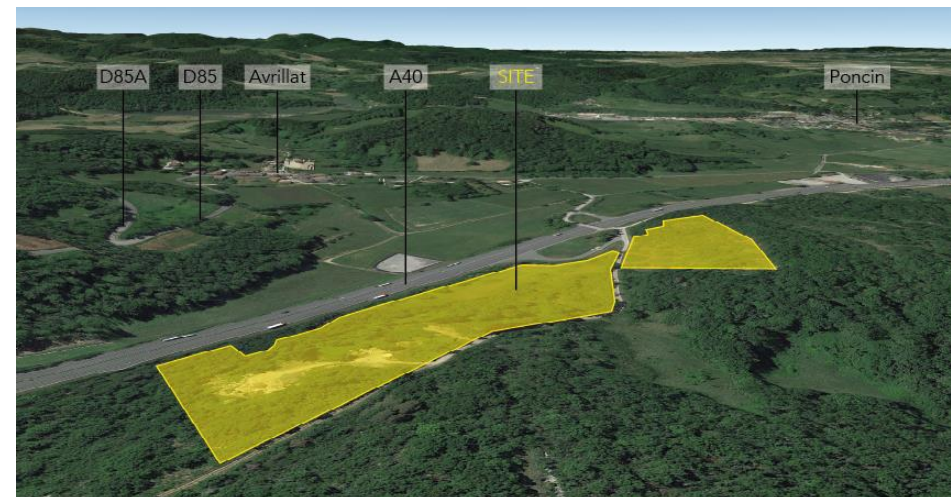


Figure 8 : Représentation graphique de l'emprise du site, en direction du Sud



Figure 9 : Emprise cadastrale du projet

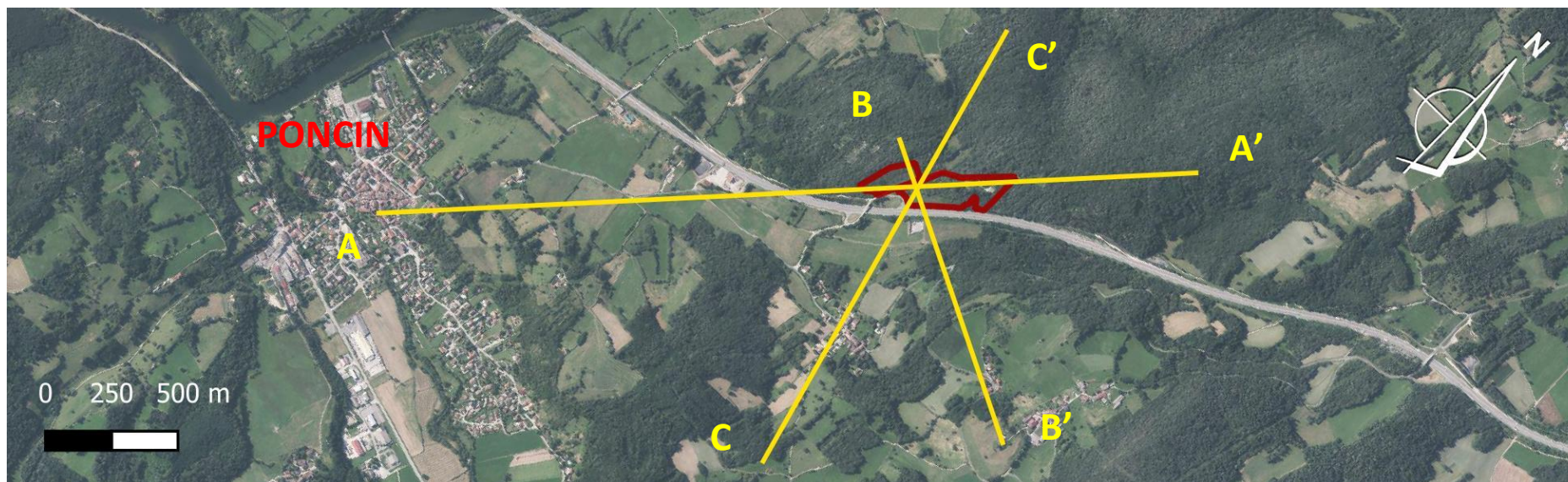


Figure 10 : Localisation des traits de coupe traversant le projet

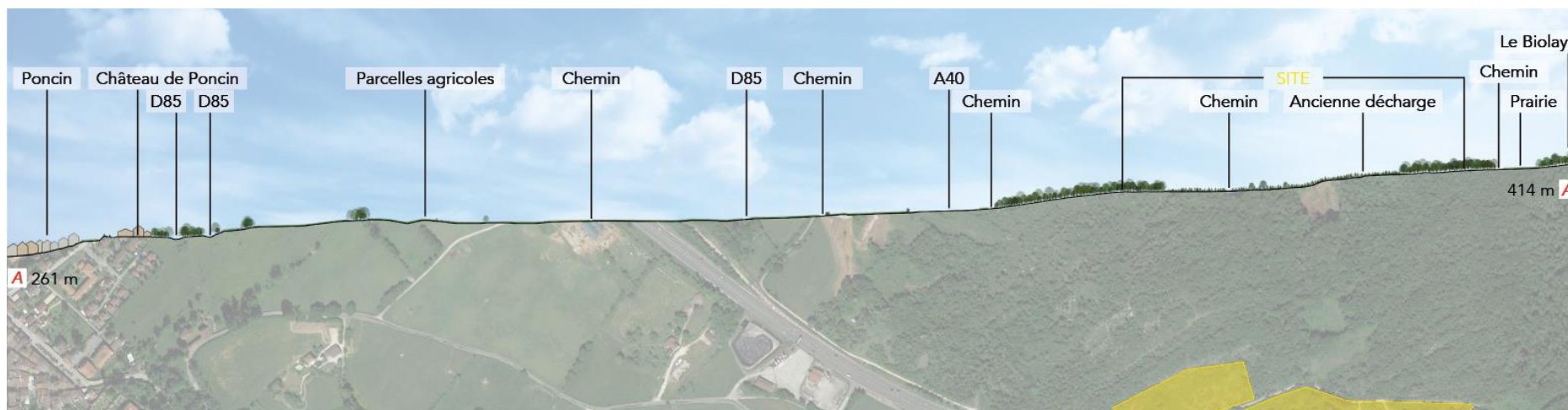


Figure 11 : Coupe AA' au 1:7000e

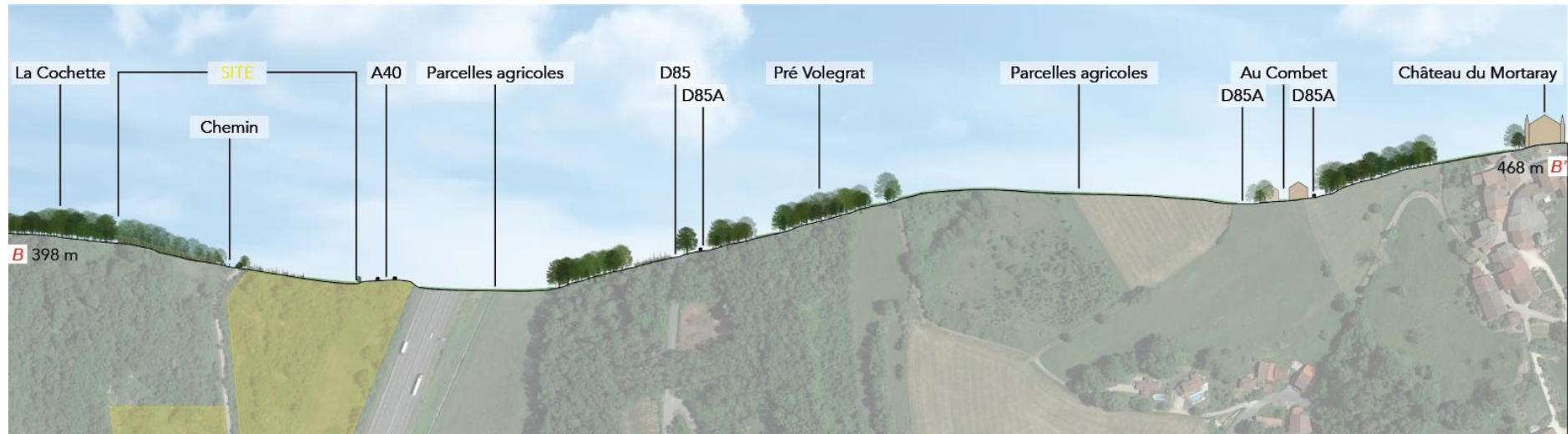


Figure 12 : Coupe BB' au 1:3000e

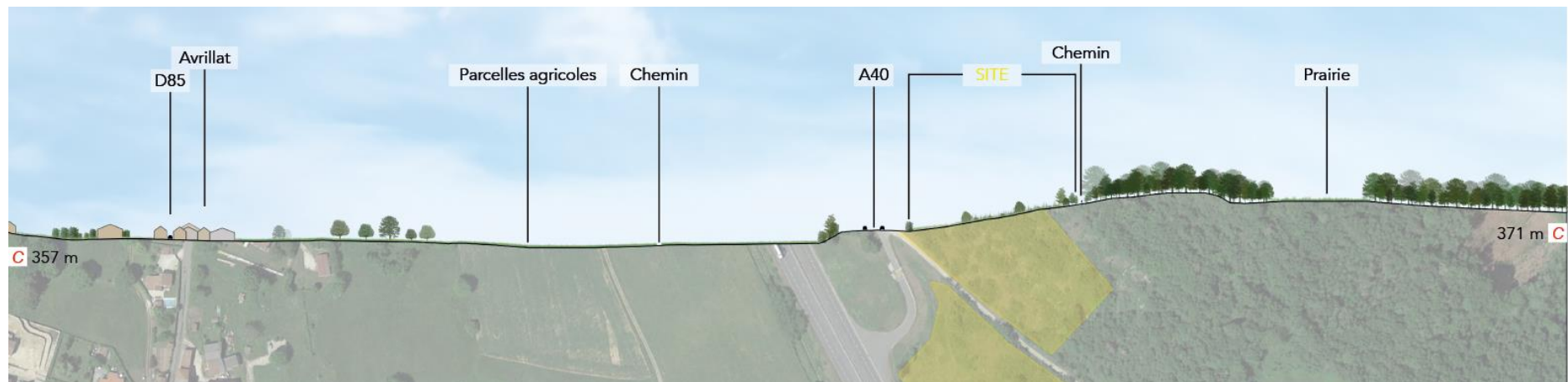


Figure 13 : Coupe CC' au 1:3000e



Figure 14 : Vue A : Accès de services sur l'A40 depuis le site



Figure 15 : Localisation des points de vue sur le site



Figure 16 : Vue B : Panorama sur l'A40 et les Monts du Cerdon depuis le site



Figure 17 : Vue C : Sentier traversant le site, direction Nord



Figure 18 : Vue D : Sentier traversant le site, direction Sud



Figure 19 : Vue E : Lisière arbustive et prairie de pelouses sèches



Figure 20 : Vue F : Ancienne décharge présente sur le site



Figure 21 : Vue G : Sentier traversant le site, direction Sud

2.1.2 - Historique du site

Depuis les années 1950, le territoire accueillant le projet a considérablement évolué. Les paysages anciennement plus ouverts supportant historiquement des activités d'élevage importantes se sont progressivement fermés au gré de leur tarissement, laissant les prés à l'abandon et en grande partie aujourd'hui réinvestis par des boisements et de la végétation spontanée. Ces prairies se sont appauvries au fil du temps en raison de leurs caractéristiques karstiques et de leur abandon progressif par les éleveurs. Elles se sont alors comblées, particulièrement sur les hauteurs et les coteaux où notre site d'étude s'inscrit, et sont devenues de plus en plus inaccessibles. Avec l'essoufflement de l'activité agricole et un remembrement des parcelles inexorables, le secteur est en parallèle concerné par une anthropisation forte. Dans un premier temps, dans les années 1970, le site a vu émerger une première décharge à ciel ouvert en amont du chemin le reliant au hameau d'Avrillat. Celle-ci, exploitée pendant près de trente ans, s'est étendue vers l'Est et occupe actuellement la majeure partie orientale de la parcelle étudiée, encore perceptible aujourd'hui avec des sols pollués seulement tolérés par une végétation très basse, des talus et remblais formant une surface étonnamment plane dans une zone accidentée, des cabanons en béton, des grilles et portails, etc...

A côté de cela, il faut également noter le tracé de l'autoroute A40, aménagée à Poncin dans le milieu des années 1980. Cet axe routier majeur, traversant la commune d'Est en Ouest, constitue depuis bientôt quarante ans une barrière difficilement franchissable dans le territoire, accentuant les difficultés d'accès aux coteaux. Les parcelles constituant le site d'étude se retrouvent ainsi en bordure directe de l'axe, complexifiant leur accès et leur exploitation agricole.

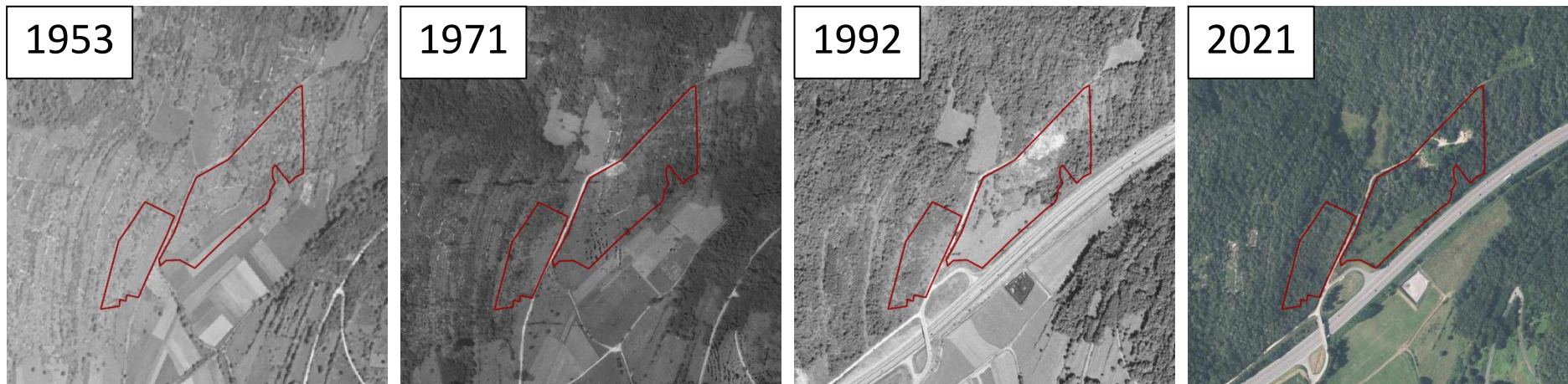


Figure 22 : Évolution des alentours du site depuis 1953 à nos jours

2.2 - PRESENTATION DU PROJET

2.2.1 - Présentation détaillée des principes du projet

Le projet vise à implanter sur ce site une centrale photovoltaïque d'une superficie cadastrale de 5,26 ha, dont 3,95 ha réellement utilisables en raison des contraintes topographiques et d'occupations du sol (boisements, déchets, pelouses protégées). Une première implantation avait été imaginée sur la commune de Poncin, en partie sur le site d'une ancienne décharge de déchets industriels, étendue depuis aux parcelles voisines dépréciées et de faible qualité agricole. Le foncier est communal. Une fois aménagée, la centrale devrait être en capacité de fournir environ 4,8 GWh d'électricité pour une puissance avoisinant les 4 MWc.

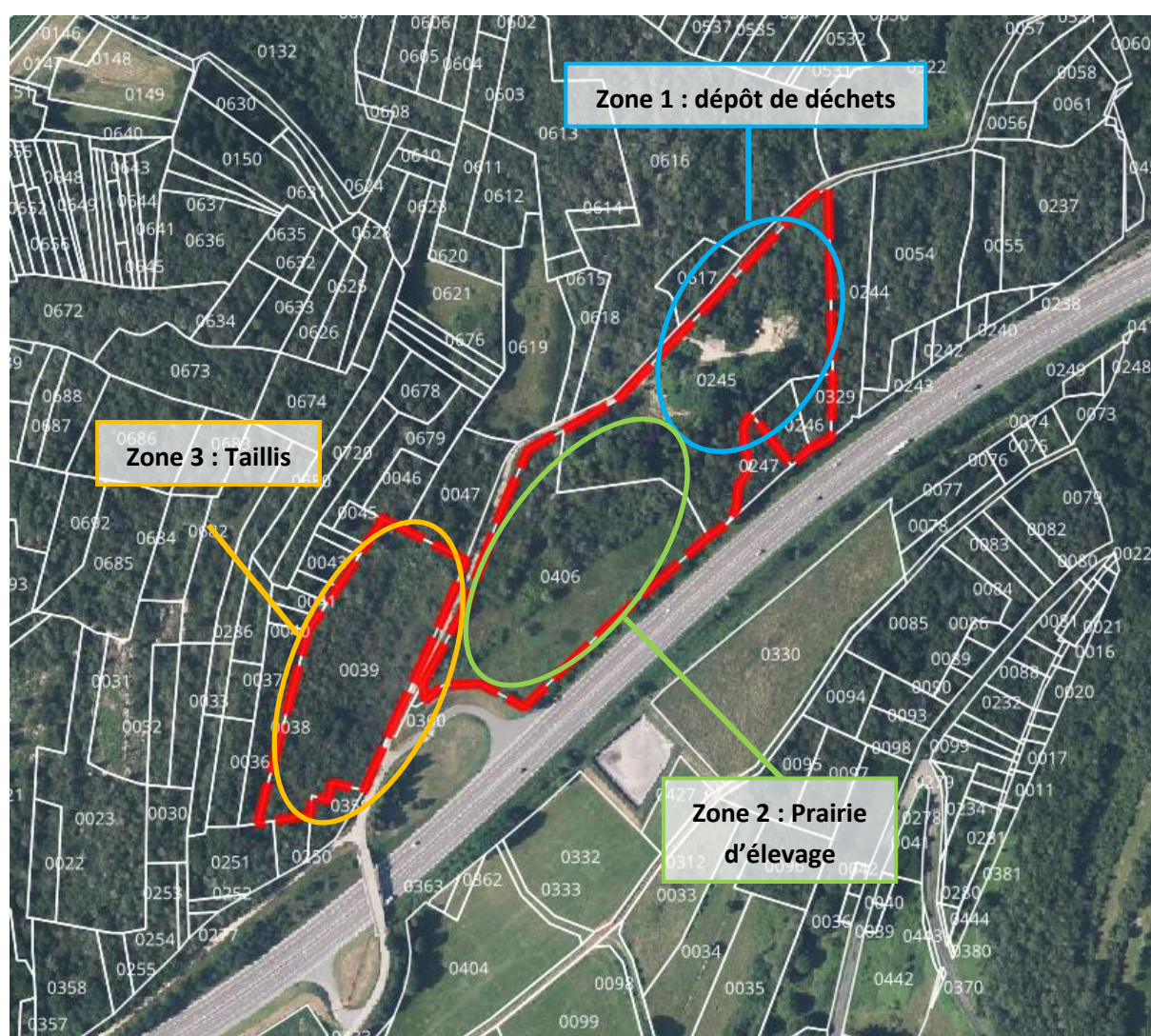


Figure 23 : Localisation du projet sur un plan cadastral et répartition des zones

Le site est désormais divisé en deux grandes zones séparées par un chemin servant pour l'exploitation agricole et la randonnée. Ces zones sont également séparées en trois sous-parties résultant de l'occupation des sols aujourd'hui en vigueur :

- Zone 1 (Nord) : Ancienne décharge communale ;
- Zone 2 (Centre) : Parcelle agricole, prairie permanente exploitée. Parcelle privée partiellement occupée par la décharge d'un point de vue purement cadastral ;
- Zone 3 (Ouest) : Ancienne prairie aujourd'hui enfrichée ayant vu naître des pelouses sèches et des petits boisements / taillis. Parcelle communale.

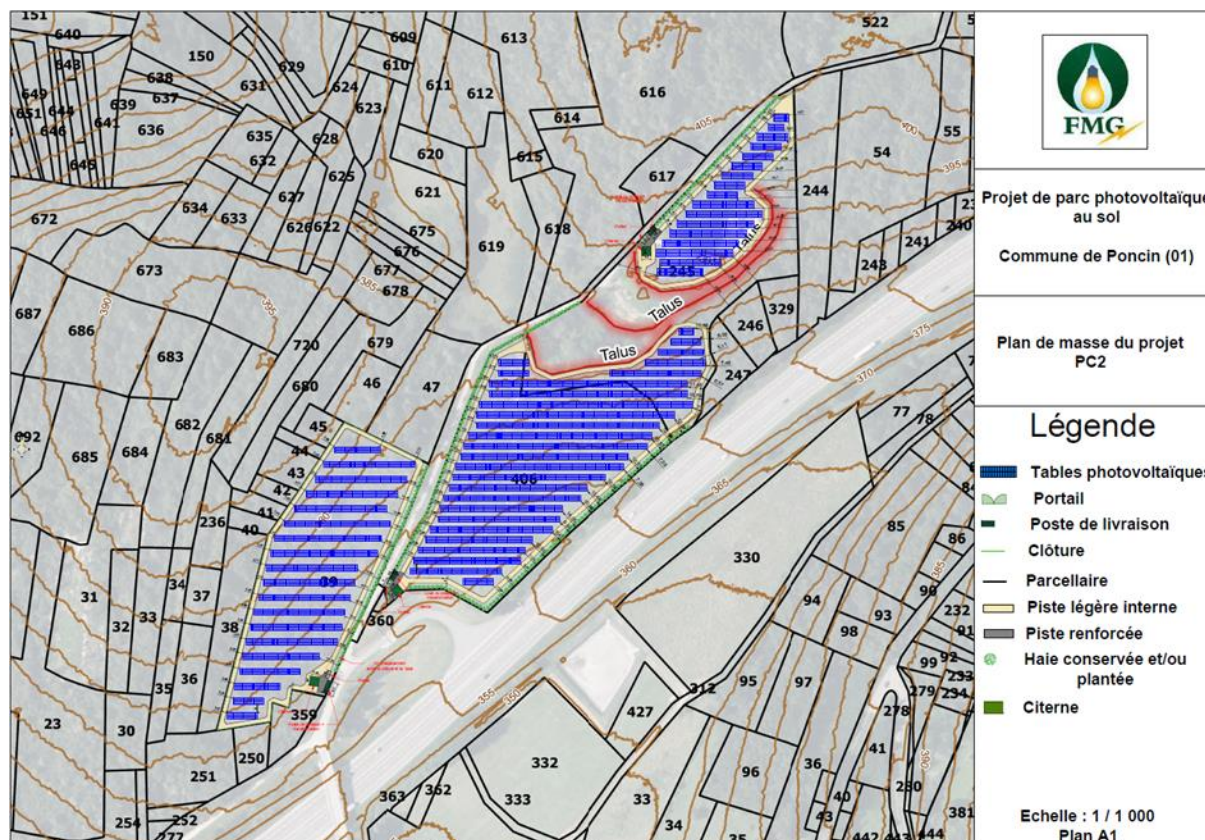


Figure 24 : Hypothèse d'implantation de la future centrale photovoltaïque (Source : FMG)

Le projet prévoyant de s'implanter sur des zones présentant certains enjeux de préservation ou de risques, les tables n'y seront pas implantées de la même manière. Ainsi, les tables implantées sur l'ancienne décharge ne pourront l'être qu'avec des longrines pour éviter au mieux de ne pas dégager de sols pollués avec des pieux enterrés ou celles mises sur les pelouses à l'Ouest devront être plus écartées que les autres afin que les pelouses patrimoniales recouvrant le sol ne reçoivent pas d'ombres projetées excessives émanant des panneaux. Elles impliqueront également probablement des mouvements de terres afin de créer des terrassements permettant leur bonne installation. Ceux-ci resteront toutefois mesurés, en ne pouvant dépasser 2 m. Ils ne pourront aller que dans le sens des affouillements, du moins du côté de la zone 1, afin de ne pas mettre à nu les déchets existants dans les sous-sols et respecteront au maximum la topographie d'origine, afin de préserver le sens naturel d'écoulement des eaux pluviales.

Afin de protéger les sols, le projet prévoit également le cheminement de ses câbles électriques hors du sol tant que possible. Des postes de transformation implantés sur des dalles en béton au sein de chaque zone permettra à la centrale d'être alimentée et de transférer sa production électrique via un poste de livraison localisé au Sud de la zone 3, le plus proche possible du réseau électrique existant.



Dans tous les cas, les zones aujourd'hui occupées par de la végétation spontanée sur tout ou partie de leur superficie devront être défrichées afin de permettre l'aménagement. Celle-ci n'étant globalement pas de nature patrimoniale, composée en grande partie de taillis et petits arbustes, son remplacement ne générera pas d'impact écologique fort. Pour pallier toutefois les éventuels impacts induits, des compensations devront être apportées sur des terrains à proximité du projet.

L'accès à la centrale se fera en empruntant la D85 jusqu'au hameau d'Avrillat puis en prenant le chemin rural des Combes permettant d'accéder aux différentes zones du parc. Ensuite, afin de respecter les préconisations du SDIS et pour desservir le site, une piste interne périphérique sera réalisée. Cette voirie légère permet l'accès aux véhicules incendie et aux engins de maintenance. Il s'agit d'un espace libre sans traitement particulier du sol de 3 m de large. Selon la nature du sol, et uniquement si cela est nécessaire, cette piste pourra être constituée de grave concassée naturelle, ce qui n'imperméabilisera pas les sols. Au besoin, la quantité de grave pourra être augmentée pour renforcer la bande de roulement. En phase d'exploitation, la piste sera très peu utilisée et sera uniquement empruntée par des véhicules légers. Le fonctionnement des installations sera contrôlé à distance via un système de télésurveillance et de télégestion. Un logiciel d'exploitation et de suivi de production sera utilisé afin de garantir une production optimale.

Des haies seront plantées dans le but de réduire les visibilités du parc photovoltaïque. Il est prévu une plantation de haie sur un total de 750 mètres linéaires. Ces écrans de végétation seront composés d'essences variées, locales et rustiques. Le séquençage cherchera à optimiser tout le linéaire planté pour obtenir une diversité maximale parmi les essences plantées. Ces haies seront plantées autour du périmètre de la centrale en privilégiant les zones qui présentent le plus de visibilités potentielles depuis l'extérieur de celle-ci. En addition de cela, le site sera ceinturé de clôtures, qui ne devront pas dépasser 2 m de hauteur.

La centrale photovoltaïque a une durée de vie d'au minimum 30 ans. Il est prouvé que les modules produisent au minimum 80% de leur puissance initiale après 25 ans d'utilisation. De même, la durabilité des structures est garantie pendant 25 ans. En l'absence de remplacement des modules à l'issue de la période d'exploitation, FMG a l'obligation de procéder, à ses frais, au démantèlement de la centrale et la remise en état du site. Il est encadré contractuellement, d'une part par l'ajout de conditions spécifiques dans le bail signé avec le propriétaire et d'autre part avec le provisionnement d'un fond encadré par l'appel d'offre national de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Le démantèlement de la centrale photovoltaïque donnera lieu à l'apparition de déchets métalliques (aluminium, acier issu des structures et du câblage), de déchets photovoltaïques (modules, cadres en verres, silicium, onduleurs et transformateurs) et de déchets plastiques. L'utilisation de filières de recyclage adaptées permettra de s'assurer du faible impact du démantèlement.

2.2.2 - Le projet en quelques chiffres

Le projet prévoit de répartir les futures tables sur ces zones de la façon suivante *(les chiffres qui sont ici communiqués offrent une représentation de ce à quoi pourra ressembler la future centrale photovoltaïque. Il s'agit d'ordres de grandeur servant à la compréhension du projet et les partis pris*



définitifs seront précisés dans le cadre du Permis de Construire de ce projet. Pour rappel, la présente procédure n'a pas pour objectif d'autoriser le projet, qui peut différer par rapport à ce qui est ici exposé, mais d'affirmer que ses principes sont d'intérêt général, l'obtention d'un PC restant nécessaire) :

- Zone 1 (Est) : 22 grandes tables et 8 petites totalisant 936 modules, pour une puissance finale de 0,58 MWc ;
- Zone 2 (Centre) : 100 grandes tables et 12 petites totalisant 3 816 modules, pour une puissance finale de 2,37 MWc ;
- Zone 3 (Ouest) : 47 grandes tables et 5 petites totalisant 1 782 modules, pour une puissance finale de 1,10 MWc.

En comptabilisant 194 tables et 6 984 modules, la centrale photovoltaïque devrait avoir une puissance totale de 4,05 MWc et avoir une production annuelle d'électricité envisagée de 4,78 GWh.

Commune	Zone	Parcelle	Superficie cadastrale	Superficie concernée par le projet
Poncin	Zone 1 : Décharge	000 D 245	1,99 ha	0,6 ha
	Zone 2 : Décharge et prairie	000 D 245	1,99 ha	0,36 ha
		000 ZD 406	1,8 ha	1,6 ha
	Zone 3 : Taillis	000 D 39	1,48 ha	1,39 ha

Figure 25 : Répartition des zones du projet par parcelle et superficie

L'aménagement de la centrale respectera les ordres de grandeur suivants :

Parc PV au sol de Poncin	Zone 1 – Décharge	Zone 2 – Prairie	Zone 3 – Taillis	TOTAL PROJET
Surface clôturée	0,6 ha	1,96 ha	1,39 ha	3,95 ha
Puissance crête	0,58 MWc	2,37 MWc	1,105 MWc	4,05 MWc
Surface projetée au sol des modules	0,24 ha	0,89 ha	0,42 ha	1,55 ha
Nombre de tables	22 tables 2V18 et 8 tables 2V9	100 tables 2V18 et 12 tables 2V9	47 tables 2V18 et 5 tables 2V9	169 tables 2V18 et 25 tables 2V9
Type de structures	Profilés acier ou aluminium / Longrines bétons	Profilés acier ou aluminium / pieux battus ou pieux vissés	Profilés acier ou aluminium / pieux battus ou pieux vissés	Mixte
Hauteur max. des structures (tables, clôtures et postes)	2,34 m	3,5 m	3,5 m	2,34 m ou 3,5 m
Hauteur min. des structures	1,10 m			1,10 m
Espacement entre les rangées	2 m	3 m	6 m	Entre 2 et 6 m



Nombre de postes de transformation (20 m ² chacun)	1	1	1 (joint avec le poste de livraison)	3
Nombre de postes de livraison (23 m ² chacun)	0	0	1	1
Linéaire de clôtures	390 ml	687 ml	561 ml	1 638 ml
Nombre de citernes (40 m ² chacune)	1	0	1	2
Surface de pistes légères internes	1 215 m ²	2 006 m ²	1 688 m ²	4 909 m ²
Surface de pistes lourdes internes	90 m ²	67 m ²	92 m ²	249 m ²
Raccordement envisagé	Raccordement envisagé jusqu'au poste HTA/BT le plus proche situé au lieu-dit « Avrillat » à 450 m en suivant les accès existants et en souterrain			
Durée d'exploitation	30 ans minimum			

2.3 - JUSTIFICATION DU CARACTERE D'INTERET GENERAL

En l'absence du document-cadre prévu par l'article L.111-29 du CU, le projet n'est pas concerné par les dispositions du décret du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers.

Nécessité d'une production d'énergie solaire locale

Le projet de parc photovoltaïque au sol prévu sur la commune de Poncin répond aux objectifs de développements des énergies renouvelables à différentes échelles.

- A l'échelle européenne :

En vertu du règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, l'Union Européenne a adopté des règles intégrées pour assurer la planification, le suivi et la communication des progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 et de ses engagements internationaux au titre de l'accord de Paris. Dans le cadre du pacte vert mis en place pour l'horizon 2030, il a aussi été proposé en septembre 2020 de définir trois objectifs clés en matière de climat et d'énergie :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% par rapport aux niveaux de 1990 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à au moins 32% du mixte énergétique ;
- Améliorer l'efficacité énergétique des systèmes consommant de l'électricité d'au moins 32,5%.

Le projet de parc photovoltaïque contribuerait à l'augmentation des capacités en énergies renouvelables du continent.

- A l'échelle nationale :



La France a défini une politique énergétique nationale visant à développer fortement les énergies renouvelables. Cette politique s'appuie sur trois arguments :

- La sécurité énergétique et l'indépendance : les énergies renouvelables constituent un réservoir local de développement et permettent de contribuer à l'indépendance énergétique et la sécurité d'approvisionnement nationales ;
- Le développement de centrales photovoltaïques anticipe l'épuisement des ressources fossiles et limite l'utilisation des ressources non renouvelables ;
- Les centrales photovoltaïques constituent des moyens de productions d'électricité locales encourageant les moyens de productions décentralisés sur tout le territoire.

En se basant sur ces arguments, la France a adopté la programmation pluriannuelle de l'énergie sur la période 2023-2028 qui prévoit d'augmenter de plus de 70% la capacité installée des énergies renouvelables électriques par rapport à 2014 en vue d'atteindre 32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2030 (en 2020, ce taux atteignait 14% du bouquet énergétique primaire total de la France, dont moins de 2% pour les centrales photovoltaïques seules).

- A l'échelle régionale :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté en 2020. Les objectifs énergétiques du SRADDET visent de couvrir 100% de sa consommation par des énergies renouvelables à l'horizon 2050. Par corollaire, le photovoltaïque a pour objectif d'atteindre 6,5 GWc installés d'ici 2030 pour une production de 7,2 TWh, et même 13 GWc de puissance pour 14,3 TWh de production d'ici 2050. Pour rappel, la région ne produit aujourd'hui qu'environ 1,8 TWh pour un parc ayant une puissance cumulée de 1,5 GWc. Le projet de parc photovoltaïque de Poncin contribue donc à l'atteinte des objectifs de développement du solaire photovoltaïque à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

- A l'échelle locale :

La commune de Poncin est soumise au SCoT Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain, qui réunit 4 intercommunalités. Le document d'orientation et d'objectifs souhaite développer le solaire photovoltaïque dans des espaces agricoles improductifs. Le projet prévoit alors d'implanter un parc photovoltaïque au sol en partie sur du foncier dégradé, en partie sur une parcelle en taillis qui s'est refermée et en partie sur une parcelle agricole à la valeur agronomique faible tout en préservant l'usage actuel de la parcelle (pâturage).

En s'implantant sur la commune, le projet de centrale photovoltaïque participe donc de l'effort d'avancée vers la transition énergétique et de la décarbonation progressive de la production d'électricité. Le projet permet ainsi de proposer aux habitants une énergie verte produite sur le territoire communal. De plus, la capacité de production de la centrale permettra de répondre à la demande annuelle d'électricité équivalente à celle d'environ 1 900 personnes, ce qui couvre en théorie les besoins de l'ensemble de la population communale. Or, aucun autre projet photovoltaïque n'est prévu à ce stade sur la commune de Poncin et il n'existe pas de projet considérable en cours sur une commune à proximité qui couvrirait des besoins d'échelle intercommunale.

Analyse du choix du site du projet



Le projet de parc photovoltaïque au sol porté par FMG sur le territoire de la commune de Poncin est situé en partie sur un espace dégradé, le site de l'ancienne décharge. A ce titre, une partie du site correspond à un emplacement privilégié de moindre enjeu foncier que des parcelles agricoles ou forestières plus riches, le projet permettant également de réinvestir un site pollué et d'assurer sa bonne gestion en le clôturant et le surveillant avec des caméras de sécurité.

Le porteur de projet a souhaité étendre le site sur des parcelles naturelles ou à faible potentiel agronomique. Dans ce cadre, une description des solutions de substitution raisonnables ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques.

Le choix du site d'installation d'un parc photovoltaïque au sol dépend de nombreux critères : techniques (raccordement à faible distance, pentes des terrains orientés au Sud), de surface (projet qui doit être relativement grand pour être rentable), environnementaux (choix d'un site dans une zone à moindre enjeu, projet qui doit préserver les terres agricoles et forestières), paysagers (choix d'un site ayant un impact visuel faible sur le paysage environnant). La qualité d'un projet est étroitement liée à l'équilibre qui a pu être instauré entre les enjeux de ces différentes familles : le projet est alors cohérent car réalisable pour des effets acceptables.

Le développement d'un projet photovoltaïque au sol est toujours précédé d'une phase de prospection à l'échelle d'un territoire afin de trouver le ou les sites les plus à même d'accueillir une centrale photovoltaïque. Chaque développeur définit ses propres critères de prospection, souvent orientés par les critères d'éligibilité aux appels d'offre de la CRE et par les priorités fixées dans les doctrines départementales et les différents documents de planification et d'urbanisme. Ainsi, la recherche de sites considérés comme « à moindre enjeu foncier » est le premier critère de prospection utilisé par FMG. Ces sites sont généralement consensuels car ils présentent théoriquement moins de conflit avec des enjeux agricoles, forestiers ou fonciers.

Les tènements potentiellement intéressants pour l'installation d'une centrale photovoltaïque au sol et répondant aux critères d'implantation précédemment évoqués ont alors été étudiés sur l'ensemble de l'intercommunalité Rives de l'Ain – Pays du Cerdon, en ciblant particulièrement les sites délaissés qui sont privilégiés (sites pollués ou ayant précédemment accueillis une activité industrielle depuis abandonnée, anciennes carrières et mines, anciennes installations de stockage de déchets, anciennes grandes infrastructures de transport (aérodromes, routes, voies ferrées), terrains situés au sein d'un site classé ICPE ou SEVESO, terrains situés dans des zones identifiées dans un PPRT comme présentant des aléas forts à majeurs, plans d'eau, etc...).

Le porteur de projet a identifié le site de Poncin comme propice à l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol par le biais de l'analyse multicritères précédente. Au vu des bonnes relations entretenues avec la commune, il a été décidé d'étendre la zone plus au sud. Le projet est ainsi compatible avec les critères de l'appel d'offres de la CRE :

- Le terrain sera situé dans une zone naturelle photovoltaïque du PLU de la commune de Poncin ;
- Le terrain n'est pas soumis à autorisation de défrichement (les taillis ont moins de 30 ans) ;
- Le terrain n'est pas considéré comme une zone humide.



L'implantation souhaitée de la centrale en bordure de l'autoroute et sur une ancienne décharge permet également la réappropriation d'un site anciennement plus ouvert et agricole qui s'est enrichi au fil du temps. Son réinvestissement permet aussi de modérer la colonisation forestière, anarchique, spontanée et non-gérée de terres auparavant destinées à l'élevage qui y a été observée depuis l'abandon de celles-ci. Enfin, le site, de par sa localisation en périphérie du centre-bourg de Poncin, a été choisi afin de réduire au maximum les potentielles nuisances induites par la centrale sur les zones d'habitation et les populations, en prenant en compte dans leur bien-être dans le projet.

Dès lors, le projet de centrale photovoltaïque à Poncin revêt un caractère d'intérêt général.

2.4 - INCIDENCES DU PROJET SUR LE CONTEXTE TERRITORIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Les informations qui sont ici exposées sont à compléter avec le rapport d'évaluation environnementale et le diagnostic des enjeux territoriaux fournis avec le présent document.

2.4.1 - Contexte urbain

Le site d'étude s'inscrit dans un environnement relativement peu urbanisé, loin des principales zones urbaines. Ainsi, le centre-bourg de Poncin est situé à près de 2 km de distance, derrière des collines, limitant dès lors grandement les lignes de vue en direction du projet et préservant d'éventuelles covisibilités ses monuments historiques protégés. Des hameaux agricoles et autres villages existent néanmoins à proximité du site, comme c'est le cas pour Avrillat de l'autre côté de l'autoroute ou encore du Mortaray (commune de Saint-Alban) situé sur le point haut de la colline lui faisant face. Ce sont les principales, voire les seules, zones habitées d'où le projet peut être visible, quand la variation du relief ou la végétation ne le masquent pas du moins en partie. Depuis Avrillat, constitué de pavillons et d'anciens corps de ferme, le projet est principalement perceptible depuis l'arrière des parcelles et les jardins des habitations situées au Nord de l'axe routier (D85), mais ne l'est qu'en partie, la zone 3 à l'Ouest étant particulièrement libre de tout masque visuel, mais jamais en intégralité. Sa proximité avec le projet implique donc des enjeux non-négligeables de visibilité et de nuisances qu'il s'agira de prendre en considération lors de l'aménagement du site.

Le site du projet n'est pas pour autant libre de constructions. En effet, il est historiquement occupé par une décharge illégale de déchets industriels, opérationnelle pendant des décennies, mais aujourd'hui abandonnée. Le site est donc aujourd'hui pollué, avec des traces relevées de métaux lourds, d'hydrocarbures et de solvants. Sa réappropriation par le projet de centrale photovoltaïque permettra alors de reprendre le contrôle d'un site déjà en partie occupé mais depuis enrichi et plus géré depuis de longues années, en garantissant la gestion des sols pollués et la sécurité des habitants.



Figure 26 : Visibilité supposée du projet de centrale depuis le hameau d'Avrillat



Figure 27 : Visibilité supposée du projet de centrale depuis la D85 pendant la montée vers Le Mortaray

La topographie conditionne également l'organisation de la trame viaire, qui s'est implantée soit en fond de vallée, soit à flanc de coteau, comme c'est le cas de la D85 et sa déviation, la D85A passant par le hameau du Mortaray, qui serpentent nécessairement le long des courbes de niveau afin de rallier les villages enclavés par le relief oriental de plus en plus marqué au fur et à mesure qu'elles s'enfoncent dans le massif du Bugey. Cette organisation viaire conditionnée aux variations des pentes implique par conséquent des points de vue notables sur la vallée, et donc sur le site du projet, dès que l'altitude monte quelque peu et que la végétation se fait plus rare.



Figure 28 : Visibilité supposée du projet de centrale depuis l'A40, direction Ouest



Figure 29 : Visibilité supposée du projet de centrale depuis l'A40, direction Est

Par ailleurs, le projet est situé à proximité de l'autoroute A40, de laquelle il est fatalement visible. Même si la fenêtre de visibilité est relativement faible en raison de la petite taille du site et de la vitesse de passage des véhicules sur l'autoroute à proximité, l'impact du projet sur les visibilités n'est pas négligeable et devra être solutionné lors de la phase d'exploitation du projet, avec par exemple l'établissement d'une bande arborée entre la future centrale et l'autoroute, venant masquer le projet en partie Sud-Est. Cependant, l'impact paysager de la centrale reste limité, notamment depuis la loi du 10 mars 2023, ne soumettant plus les installations photovoltaïques aux interdictions de l'article

L.111-6 du code de l'urbanisme (Loi Barnier : constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes). Toutefois les enjeux paysagers restent un point sensible du projet tout comme la sécurité pour les usagers de l'autoroute.

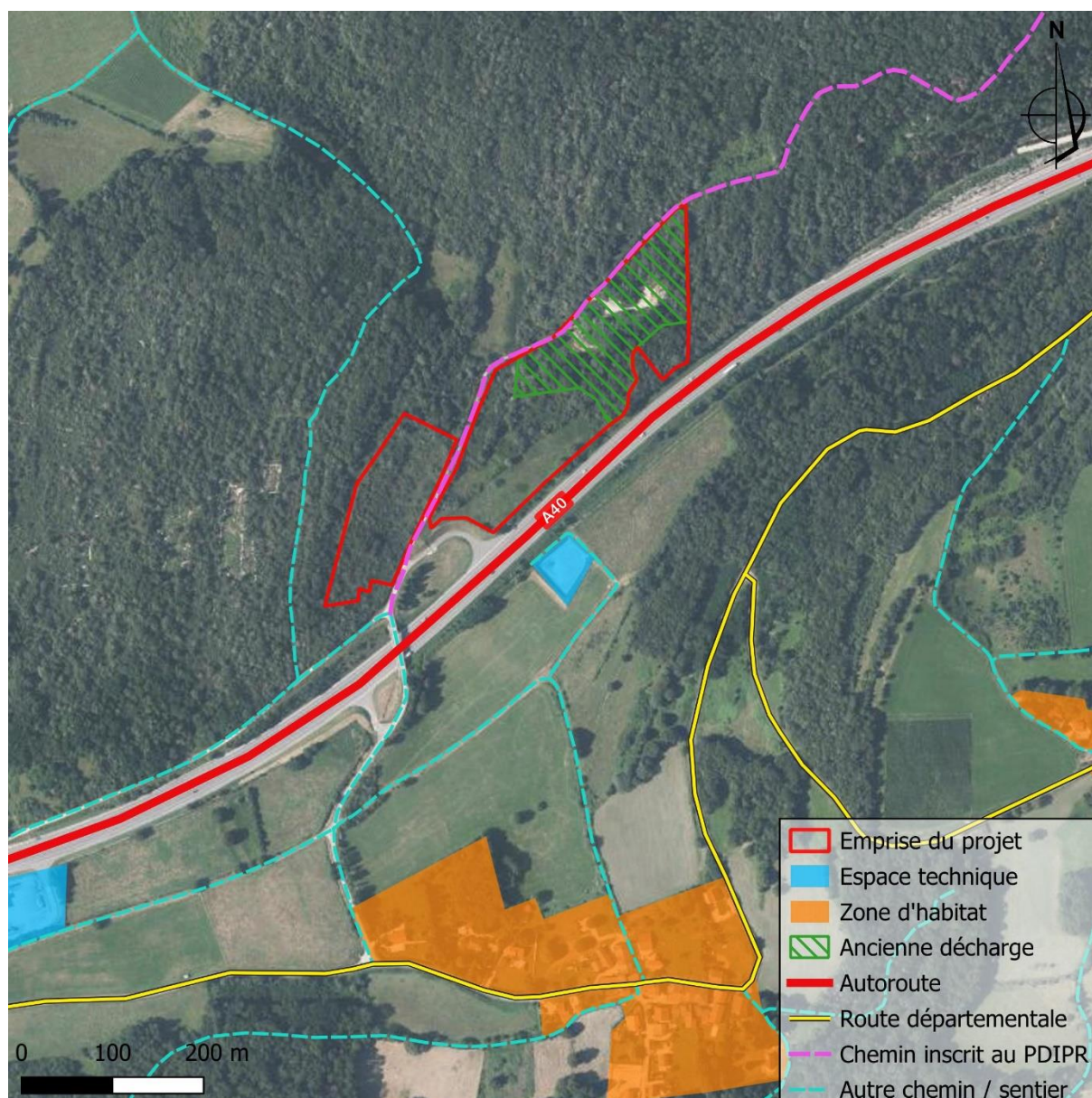


Figure 30 : Carte du contexte urbain dans lequel s'inscrit le projet

Des chemins plus ou moins fréquentés passent aussi à proximité du site. Certains, d'importance locale et départementale (chemin PDIPR ou tout simplement non balisés) et qui présentent donc des enjeux de fréquentation et de visibilité, se situent tout proche. Même si la topographie et les couverts boisés masquent facilement le projet depuis la plupart de ceux-ci, cela n'est pas le cas du chemin PDIPR qui coupe tout simplement le site en deux entités distinctes, entre les zones 2 et 3. Au vu de sa localisation et de sa fréquentation potentielle due à son identification au schéma départemental, un traitement particulier devra être apporté aux interfaces du projet avec celui-ci afin de l'intégrer à son environnement ou de faire découvrir ce type d'installations aux randonneurs.



Figure 31 : Chemin de gravier, inscrit au PDIPR, traversant le site en son centre

2.4.2 - Contexte patrimonial

Le site ne se situe ni dans une zone de présomption de prescription archéologique, ni dans le périmètre de protection des monuments historiques ou à proximité de l'un d'entre eux (le plus proche est le château de Poncin, situé à 1,5 km) et n'a donc aucun impact sur ceux-ci en raison de la distance et de la topographie favorables (cf. Diagnostic des enjeux territoriaux). Cependant, il existe toujours un petit patrimoine près duquel le projet s'implante. Parmi celui-ci, nous pouvons citer le château du Mortaray implanté sur le point haut faisant face au site, ou encore le lavoir du hameau d'Avrillat, tous deux n'étant cependant pas protégés, mais étant tout de même identifiés dans les inventaires communaux et présentant des particularités patrimoniales d'intérêt.

Actuellement, la configuration rend les perceptions du site depuis le château et les quelques ouvertures en façade improbables, notamment grâce à l'existence des boisements le long des coteaux en contrebas, qui protègent déjà les habitations et le bâtiment de l'autoroute et qui masque les vues en direction de celle-ci et du projet, au moins dans sa partie orientale. Même constat pour le lavoir, situé en contrebas de la D85 et derrière une masse boisée, rendant les intervisibilités inexistantes.

Enfin, le patrimoine naturel est également un facteur majeur de l'intérêt touristique de la zone, ce qui implique de bien penser l'intégration du projet dans son environnement. Elle devra être de qualité, afin de préserver également les murets en pierre qui ont été identifiés sur le site d'implantation de la centrale, le long du chemin le traversant, qui devront être préservés avec l'implantation du chemin ceinturant le site à l'intérieur et des tables plus en retrait que la limite même.

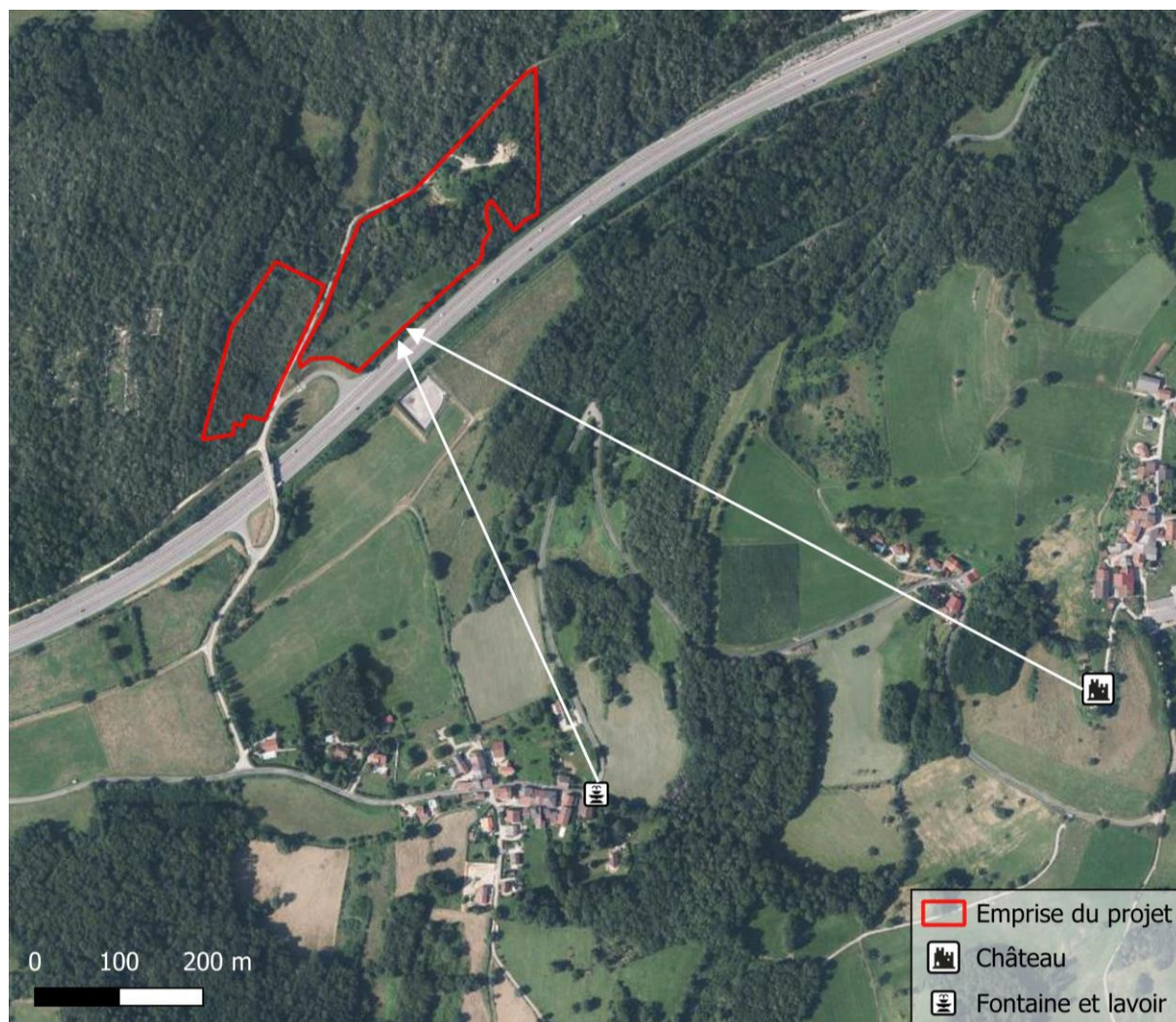


Figure 32 : Carte du contexte patrimonial dans lequel s'inscrit le projet

2.4.3 - Contexte agricole

L'agriculture locale est caractérisée par un vaste territoire découpé en petits parcellaires dont les activités dépendent de la topographie et du type de sol (cf. Diagnostic des enjeux territoriaux). Le projet s'inscrit aujourd'hui en partie sur un site agricole exploité, avec l'existence de parcelles pâturées identifiées au registre de la PAC. La qualité des terrains exploités y est cependant assez médiocre, expliquant pourquoi celles-ci sont souvent abandonnées progressivement dans le secteur, en plus de la forte pente. L'exploitation de celles-ci ne devrait pas être impactée par le projet, hormis lors de l'installation de la centrale, les tables permettant de continuer à faire paître les ovins sous celles-ci, voire d'envisager une autre production agricole (plantes médicinales ou aromatiques par exemple). La vocation agricole de ce tènement occupé par le projet n'est donc pas remise en cause et fait l'objet d'un contrat avec l'exploitant actuel. Le projet s'inscrit également dans une région viticole d'intérêt mais l'emprise ne recoupe pas de périmètres recensés par l'INAO, malgré sa localisation sur des coteaux bien exposés, le site n'ayant jamais accueilli d'occupation agricole pérenne.

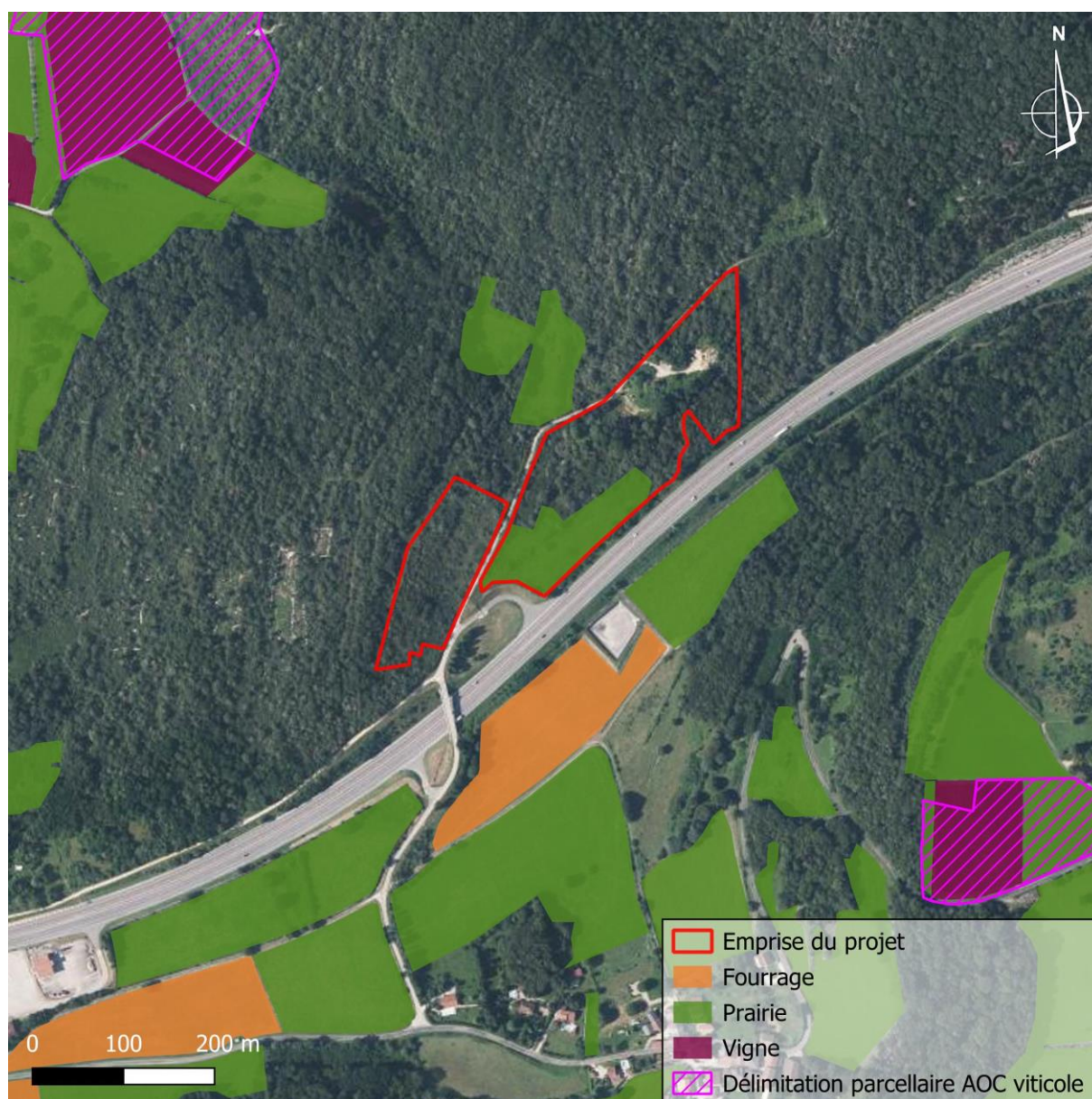


Figure 33 : Carte du contexte agricole dans lequel s'inscrit le projet

2.4.4 - Contexte paysager et environnemental

Les alentours du site sont caractérisés par leurs boisements denses composés de feuillus se développant sur les sommets des collines dont les pentes et la faible accessibilité ne permettent pas leur exploitation agricole (cf. Diagnostic des enjeux territoriaux). La végétation qui s'y épanouit est typique de l'étage collinéen, avec une forte représentation du chêne pubescent que l'on retrouve sur l'emprise même du site, lequel est agrémenté de pelouses sèches se développant sur les coteaux chauds et secs orientés Sud et témoignant souvent d'une ancienne activité agricole (élevage et sylviculture) aujourd'hui abandonnée.

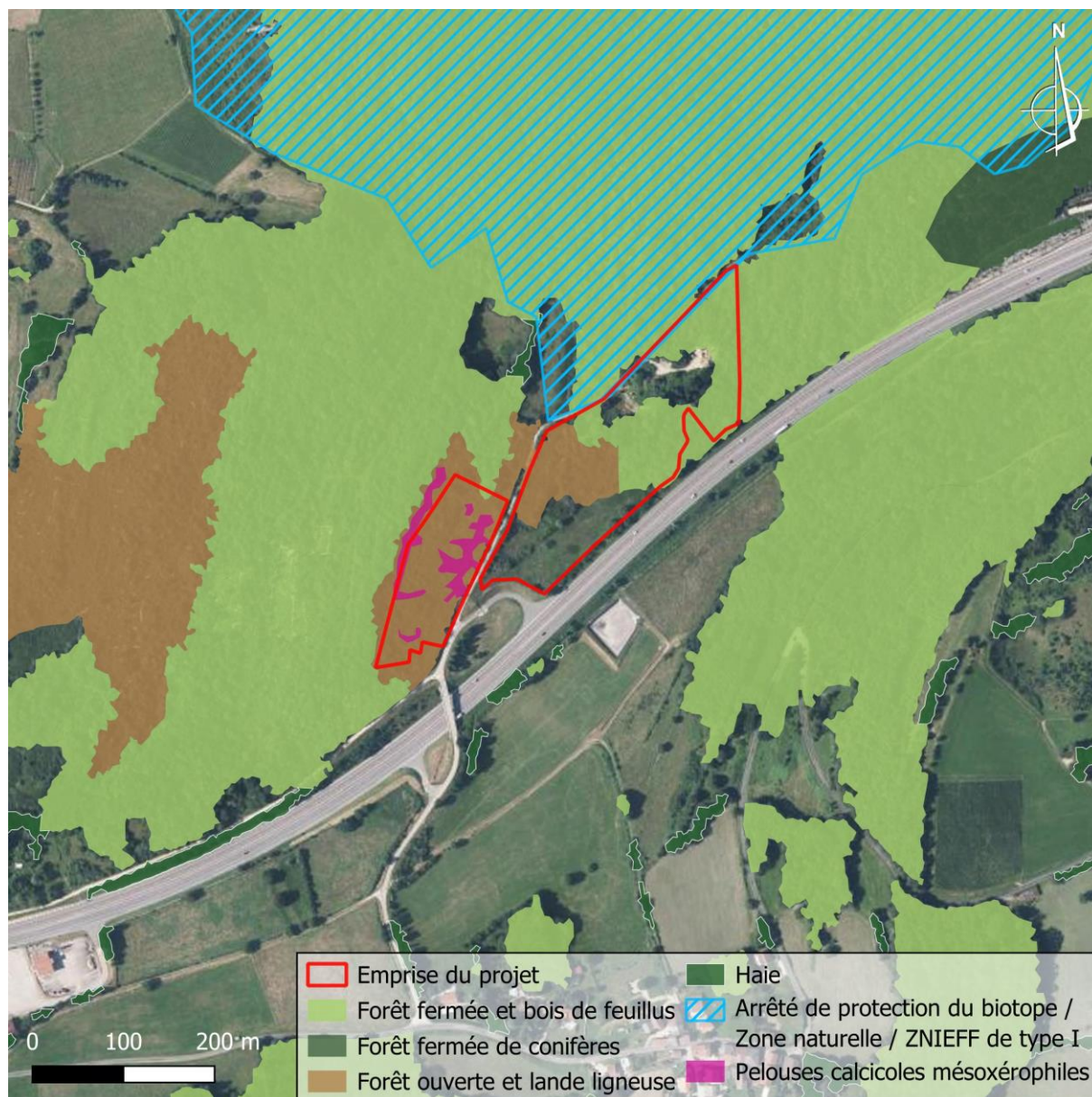


Figure 34 : Carte du contexte paysager et environnemental dans lequel s'inscrit le projet

Afin de mettre en avant la patrimonialité de ces sites, une partie des sommets boisés sont protégés par l'inventaire national du patrimoine naturel. Ainsi, le site se trouve en lisière de tels périmètres et l'implantation du projet est même intercepté, de façon très marginale, par deux d'entre eux :

- Le Biotope de la Cueille et ses oiseaux rupestres, protégé par arrêté préfectoral de protection du biotope pour ses massifs karstiques présentant de nombreuses cavités qui permettent la nidification de nombreux oiseaux rupestres, notamment des rapaces ;
- Les falaises de Merpuis, protégées par une ZNIEFF de type I reprenant les limites de l'arrêté de biotope précédemment évoqué, en renforçant la protection de ses spécificités géophysiques et d'accueil d'une faune et d'une flore remarquables.

Plus largement enfin, la zone est protégée au sein de la ZNIEFF de type II « Revermont et Gorges de l'Ain », région karstique creusée par le passage de la rivière, dont les sols ont permis l'émergence de la végétation patrimoniale que l'on retrouve partout dans la zone (pelouses calcicoles et chênaies).



2.4.5 - Synthèse des enjeux paysagers et territoriaux

Le projet se situe donc sur un site qui présente certains enjeux paysagers, environnementaux et territoriaux qu'il convient de ne pas négliger. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer son occupation en partie par des populations végétales typiques des reliefs du Revermont, constituée d'une composition de chênaies-charmaies, de petits arbustes épars et de pelouses calcicoles formant un petit paysage ouvert, présentant une couverture arborée de moins de 40% du total de la zone. Les pelouses calcicoles sèches mésoxérophiles (croissant dans des milieux secs) sont particulièrement intéressantes sur le plan environnemental, car elles offrent une fixation à certaines espèces de reptiles (couleuvres et lézards, dont certaines sont protégées) et d'insectes (sauterelles, grillons, criquets) appréciant ce type de milieu sec.

Ailleurs, le site est occupé par une petite prairie au Sud au bord de l'autoroute, encore officiellement exploitée pour de l'élevage bovin, mais en forte déprise, séparée du couloir autoroutier par une linéaire arboré témoin des anciens maillages bocagers faisant la délimitation parcellaire et servant d'écran visuel naturel. En partie sommitale au Nord, nous retrouvons également une ancienne décharge aujourd'hui abandonnée et depuis plusieurs décennies, présentant désormais des sols pollués qui ont progressivement vu se développer une végétation pionnière partant des lisières forestières du site et occupant désormais une partie de son ancienne emprise. Au vu de cette nature des sols, l'implantation d'une centrale photovoltaïque présente donc des impacts paysagers et naturels limités et son aménagement ici ne semble pas inapproprié.

Le site ne présente également pas d'enjeux patrimoniaux ou urbains particuliers, celui-ci n'étant pas concernés par des périmètres de protection de monuments protégés ou étant situé près de zones urbaines majeures. Seul le hameau d'Avrillat, situé de l'autre côté de l'A40, peut poser potentiellement problème, la parcelle du site accrochée à flanc de coteau étant nettement visible depuis celui-ci et notamment depuis les fonds de jardins. C'est pourquoi la trame végétale en limite de parcelle sera à renforcer afin d'intégrer le projet dans son environnement en grande partie déjà boisé, mais avec une façade Sud ouverte sur la vallée qu'il convient de combler, d'autant plus que l'implantation de la centrale photovoltaïque en limite du tracé autoroutier impliquera forcément des visibilités sur celle-ci et donc des préoccupations sur de potentiels aveuglements des automobilistes. Une étude d'éblouissement, présentée dans le diagnostic des enjeux territoriaux, a déjà été réalisée et semble ne pas considérer d'enjeux majeurs à la réflexion de la lumière du Soleil sur les futurs panneaux.

La centrale n'entraînera cependant pas de modification de la topographie locale, malgré son importance. L'impact paysager est d'autant plus réduit du fait de la localisation même du site, en limite communale et dans un secteur éloigné des zones habitées. Le projet présente donc des incidences résiduelles nulles à modérées sur les thématiques du milieu naturel et du paysage. Celles-ci le sont d'autant moins que des mesures de compensation sont prévues, comme les reboisements des zones défrichées, la plantation d'alignements d'arbres et d'arbustes entourant le site, etc...

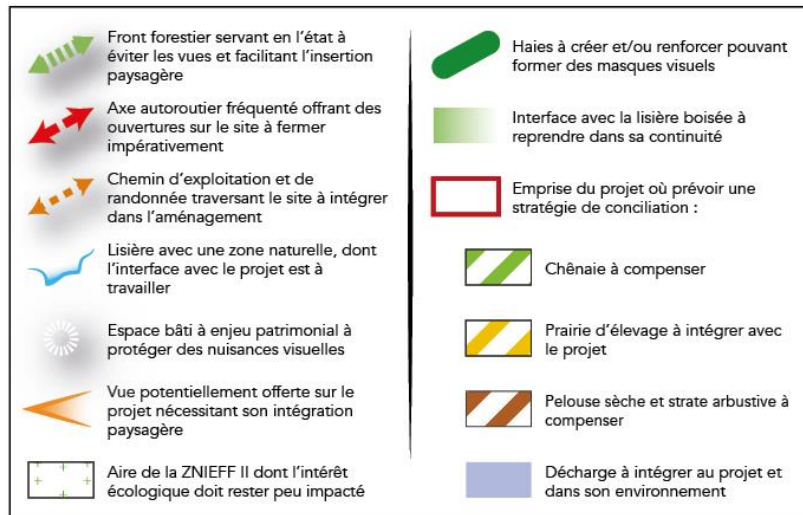
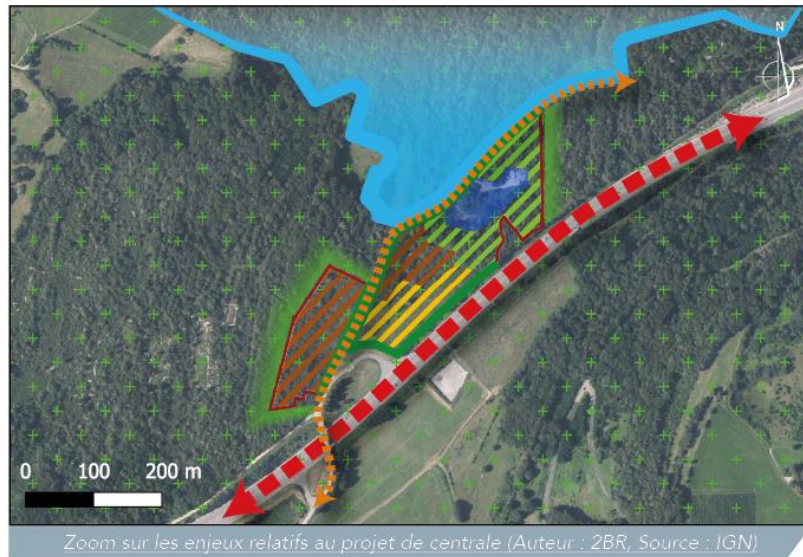


Figure 35 : Carte des enjeux autour du site d'étude



3 - VOLET MISE EN COMPATIBILITE

3.1 - SITUATION DU PROJET AU REGARD DU PLU EN VIGUEUR

3.1.1 - Présentation du PLU actuel

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Poncin a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2013.

Il a connu une modification simplifiée le 18 décembre 2018 portant sur une évolution du règlement des zones A et N afin de permettre la réalisation d'extensions et d'annexes aux bâtiments d'habitation existants et une adaptation mineure des articles 6 et 11 pour une meilleure prise en compte des éléments du contexte urbain.

En l'état actuel des choses, le PLU ne permet pas d'autoriser un projet de centrale photovoltaïque sur l'ensemble de la commune et en particulier sur les zones actuellement concernées (A, N et Nd). La mise en compatibilité du PLU de Poncin s'avère ici nécessaire.

▪ Principes de la mise en compatibilité du PLU avec le projet

Afin de permettre la concrétisation d'un projet déclaré comme d'intérêt général, le code de l'urbanisme prévoit la possibilité de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec les besoins du projet concerné. Pour être réalisé, conformément aux facultés des différentes pièces du PLU prévues par le code de l'urbanisme, le projet doit être :

- Conforme avec les dispositions réglementaires du PLU (règlement écrit et règlement graphique) ;
- Compatible avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Ces dispositions peuvent donc être modifiées via la procédure de mise en compatibilité du PLU prévue par les articles L.153-54 à 59 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.151-6 et L.151-8, les dispositions prévues par le règlement et les OAP doivent **obligatoirement** respecter les objectifs et orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU dans un rapport de cohérence. Ainsi, en cas de non-cohérence entre les dispositions opposables modifiées et le PADD, il est possible de faire évoluer ce dernier en dehors, toutefois, des cas de figures mentionnés par le premier paragraphe de l'article L.300-6.

3.1.2 - Occupations/utilisations des sols et caractéristiques du projet

Le PLU doit permettre les utilisations et occupations du sol suivantes ou à défaut doit évoluer afin de les permettre conformément aux dispositions de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme. L'analyse



de compatibilité des pièces du PLU avec le projet est développée en partie 3.1.4 du présent rapport. Les modifications nécessaires à la mise en compatibilité du PLU sont développées en partie 3.2.

Composantes principales du projet	Occupations/utilisations sol ou caractéristiques
Activités, installations	<ul style="list-style-type: none"> • Tables photovoltaïques : jusqu'à 6 m entre deux rangées de modules ; • Postes de livraison et de transformation : hauteur maximum de 3 m, emprise au sol d'environ 20 m² chacun ; • Piste interne : largeur d'environ 3 m ; • Clôtures ; • Mouvements de terre : terrassements mesurés pour la bonne installation des tables (maximum 2 m de différence avec le terrain naturel).

3.1.3 - Prise en compte des enjeux du projet dans le PLU

Plusieurs enjeux relatifs à la localisation et à la nature du projet ont été identifiés dans les parties 2.3 « Justification du caractère d'intérêt général » et 2.4 « Incidences du projet sur le contexte territorial et environnemental » du présent rapport. Afin d'assurer la bonne insertion du projet, des dispositions opposables complémentaires aux mesures de mise en compatibilité stricte du PLU peuvent s'avérer nécessaires. Elles sont résumées dans le tableau suivant, qui rappelle les différents enjeux identifiés. Ces enjeux, notamment environnementaux et paysagers tels que présentés plus en détail dans l'évaluation environnementale (cf. pièce n°2), et leur réponse réglementaire et technique, sont valables tout au long des phases d'exploitation du site et ce jusqu'à la fin de celle-ci et après.

Enjeux territoriaux à prendre en compte		
Enjeu	Réponse technique	Traduction opposable
Assurer la bonne insertion paysagère de la centrale	<ul style="list-style-type: none"> ➤ S'insérer dans la topographie existante ; ➤ Préserver la végétation existante la plus fonctionnelle sur le plan paysager ; ➤ Ne pas perturber la circulation sur le cheminement existant. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Imposer des prescriptions de protection des linéaires végétaux.
Assurer la continuité de l'exploitation agricole des lieux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer la vocation et la fonctionnalité agricole tout au long de l'exploitation sur les terrains ayant un usage agricole ponctuel. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Classer le site entièrement en sous-secteur A ou N indépendant des zones desquelles ils dépendent, admettant les activités agricoles, même ponctuelles.



Assurer que seuls des équipements d'intérêt collectif pourront être autorisés	➤ Mentionner les centrales photovoltaïques.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etoffer la réglementation des articles 2 de la zone N ; ➤ Dans les autres articles, mentionner de tels projets comme des exceptions aux règles normalement admises. ➤ Faire apparaître dans le PADD les centrales photovoltaïques comme projet communal.
Assurer une bonne occupation végétale des lieux	➤ Intégrer le projet dans son environnement afin de limiter son impact visuel et environnemental.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Imposer une ceinture végétalisée du site ; ➤ Imposer la plantation à l'identique des zones défrichées avec des essences locales.
Accompagner la richesse environnementale de la partie Ouest	➤ Proposer une organisation de la centrale telle qu'elle ne soit pas prédatrice des sols sur lesquelles elle s'installe en imposant une densification réduite.	➤ N'admettre les projets sur ce terrain que sous réserve d'être compatible avec le caractère naturel de la zone (le caractère naturel et ses fonctionnalités environnementales sont ici connues et devront être prises en compte pour admettre ou non le projet sur ce terrain).

Ce tableau résulte de la synthèse des enjeux exprimée dans les documents de diagnostic des enjeux territoriaux et de l'état initial de l'environnement joints au présent rapport de présentation.

3.1.4 - Analyse de compatibilité pièce par pièce

► Lexique :

Conformité : Respect stricte de la norme, de la règle ou du document supérieur.

Compatibilité : Respect de l'esprit de la norme. Il n'est pas nécessaire de respecter la norme de manière stricte sous réserve de ne pas compromettre l'atteinte de l'objectif ou l'orientation fixée par la norme, la règle ou le document supérieur. Interdiction de remettre en cause la norme supérieure.

Cohérence : La jurisprudence consacre cette notion de cohérence comme située à mi-chemin entre le principe de compatibilité et celui de conformité. Cela implique que, sans être contraint à un respect strict de la norme supérieure, non seulement le projet ou document inférieur ne doit pas aller à l'encontre des objectifs et orientations de cette norme, mais, de plus, doit participer à mettre en œuvre ses objectifs ou orientations.



3.1.4.1. Situation du projet par rapport au PADD

Le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est défini par l'article L.151-5 du code de l'urbanisme. Il définit le projet de territoire sur plusieurs années. De ce projet découlent les autres pièces du PLU. Si le PADD n'est pas opposable aux projets et demandes d'autorisation d'urbanisme ou environnementales, en revanche, conformément aux articles L.151-6 et 8, **les OAP et le règlement doivent être définis en cohérence avec lui** (voir définition de la notion de cohérence plus haut). Il s'agit donc d'une pièce primordiale et centrale dans l'architecture du PLU.

Dans un souci d'harmonie, il est pertinent d'assurer la compatibilité entre le projet et le PADD. Surtout les évolutions à apporter, le cas échéant, aux pièces opposables, devront être cohérentes avec le PADD. Cela peut nécessiter l'évolution de ce PADD, par ailleurs permise dans le cadre d'une procédure de mise en compatibilité avec une Déclaration de Projet.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU de Poncin fixe le projet de développement de la commune. Il se compose de 5 grands objectifs avec lesquels le projet d'ISDI doit être cohérent :

Objectifs du PADD		Analyse de cohérence du projet avec le PADD
I. Fixer des objectifs démographiques en cohérence avec le SCoT		SANS OBJET
II. Assurer un développement urbain maîtrisé et durable		COMPATIBLE
	a. Proposer un développement urbain cohérent et maîtrisé	En s'implantant en périphérie de la tache urbaine de Poncin, le projet peut, à première vue, se positionner en porte-à-faux quant à la position du PADD sur cet item, prônant la limitation de l'urbanisation. Cependant, cette prérogative est applicable principalement pour les opérations d'extension urbaine destinées à de l'habitat, mais pas vraiment mesurable pour ce genre d'opération, qui plus est, en se positionnant de manière surélevée sur des terres agricoles, n'est pas consommateur d'espace. De plus, le projet participe dans un certain sens à la volonté de privilégier le renouvellement en s'implantant sur une ancienne décharge, reprenant ainsi des terrains que l'on peut considérer comme déjà urbanisés, ne générant pas d'artificialisation supplémentaire et permettant la réhabilitation d'une friche industrielle.
	b. Offrir une gamme de logements diversifiée	SANS OBJET



III. Répondre aux besoins en matière d'activité économique locale	a. Anticiper le développement économique	SANS OBJET
	b. Préserver le commerce de centre-ville	SANS OBJET
	c. Maintenir une agriculture viable	COMPATIBLE En permettant l'implantation d'une centrale photovoltaïque dans une zone en partie agricole, le projet autorise une activité complémentaire (la production d'électricité) à l'activité agricole (l'élevage) suivant la volonté communale. De par sa nature surélevée, le projet répond également à l'objectif de préservation d'une activité agricole, dans ce cas précis rendue encore possible sous les tables. Le projet, compte-tenu des superficies agricoles concernées, n'a également pas d'impact substantiel sur l'activité agricole communale et est donc compatible avec cette orientation du PADD. Par ailleurs, le projet n'est pas situé dans des secteurs repérés au schéma de principes du PADD comme "zone agricole à conforter" (cf. illustration 36).
	d. Développer le tourisme	COMPATIBLE SOUS RÉSERVE Le projet est compatible avec cette orientation du PADD sous réserve qu'il s'intègre le plus possible au paysage et ne remette pas en cause le sentier de randonnée qui le traverse. Des prescriptions doivent être prises dans le PLU mis en compatibilité sur ce point ou à défaut il sera nécessaire de modifier cette orientation du PADD.
IV. Améliorer le cadre de vie	a. Perpétuer et améliorer la qualité de vie	NON-COHERENCE Le projet photovoltaïque, de par sa nature et son implantation locale, participe à la diversification de l'offre d'équipements publics et d'intérêt collectif telle que prônée par le PADD. Cependant, aucune référence n'est faite à la possibilité de développer des équipements permettant la production d'énergies renouvelables. Le fondement du PADD à ce sujet est donc insuffisant pour permettre un tel projet de se réaliser. Il manque donc dans celui-ci un objectif clair que le projet pourra parvenir à concrétiser et qui justifiera d'intervenir dans un secteur naturel et agricole concerné par un principe général de protection.
	b. Planification de la mise en conformité du système d'assainissement	SANS OBJET

	c. Qualifier les entrées de ville et développer les liaisons interquartier	SANS OBJET
	d. Faciliter les modes de déplacements doux	SANS OBJET
V. Préserver et mettre en valeur les espaces naturels et agricoles	a. Conserver la qualité des paysages poncinois	COMPATIBLE SOUS RÉSERVE Le projet est compatible avec cette orientation du PADD sous réserve qu'il ne compromette pas les vues ouvertes sur la vallée, notamment depuis les points hauts offerts aux alentours, et qu'il s'intègre dans son environnement en s'invisibilisant le plus possible.

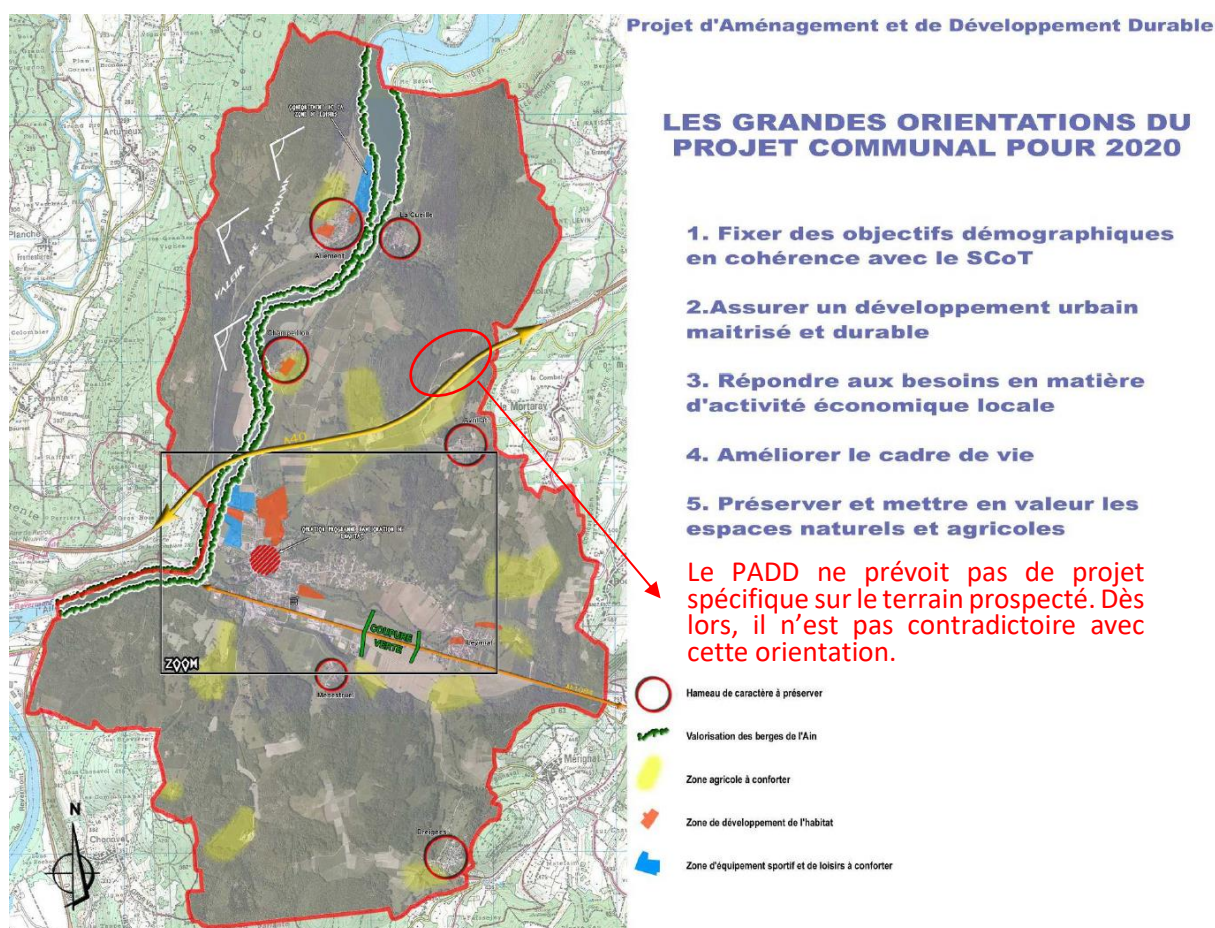


Figure 36 : Schéma de synthèse des orientations du PADD actuellement en vigueur

3.1.4.2. Situation du projet par rapport aux OAP

Il n'existe aujourd'hui aucune OAP qui serait opposable sur le tènement prospecté par le projet d'ISDI.

3.1.4.3. Situation du projet par rapport au règlement (pièces écrites et graphiques)

Les parcelles prospectées pour accueillir le projet de centrale photovoltaïque sont aujourd'hui classées en zones agricole (A), naturelle pour le dépôt de déchets inertes (Nd) et naturelle (N), identifiées au plan de zonage (la zone Nd est une sous-partie de la zone N). Celui-ci indique également qu'il existe deux prescriptions graphiques, correspondant à des zones protégées (ZNIEFF de types I et II, Arrêté de protection de biotope), qui interceptent légèrement le périmètre du projet en partie Nord et qui pourraient le contraindre.

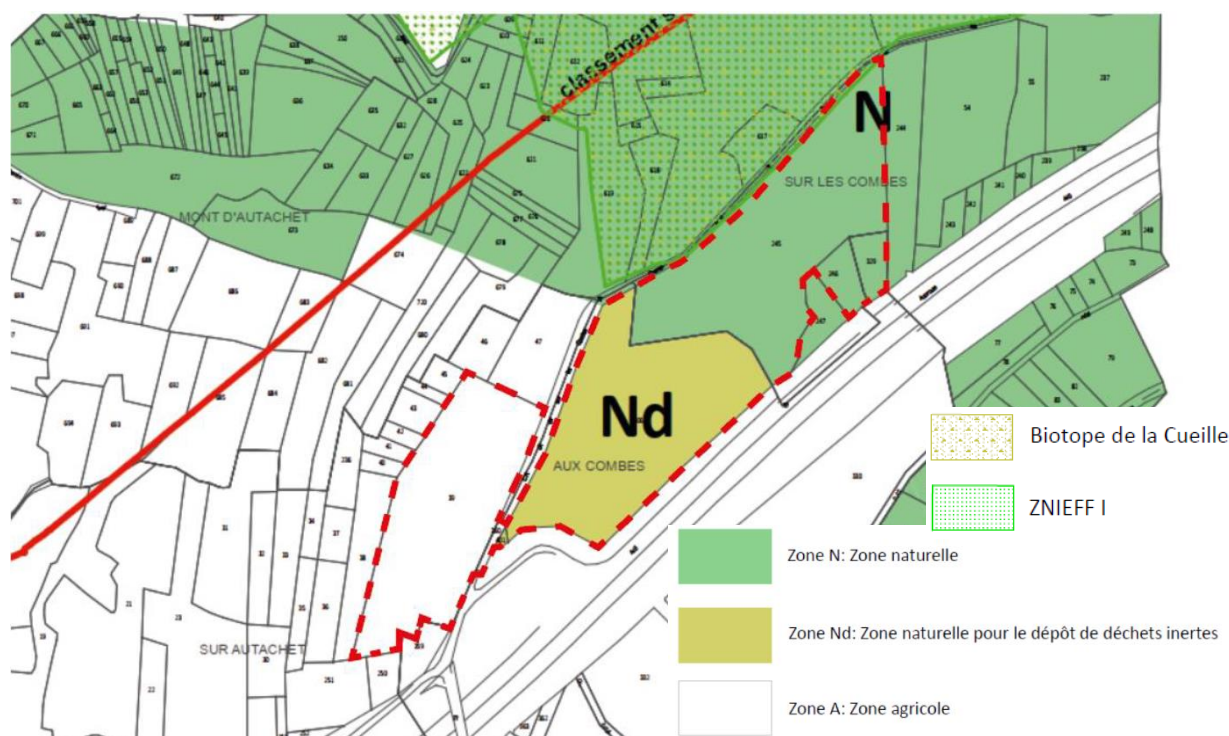


Figure 37 : Plan de zonage en vigueur et site d'implantation du projet

Dispositions opposables du règlement	Analyse de conformité du projet avec le règlement
Prescriptions graphiques du règlement	
Zones de Natura 2000, ZNIEFF de type I et de Biotopie	RISQUE DE NON-CONFORMITÉ
	Les prescriptions graphiques ZNIEFF et biotope mordent sur la limite du périmètre au Nord du projet. Cette prescription graphique interdit dans les périmètres correspondant du plan de zonage les exhaussements et affouillements du sol. Or, le projet nécessite la réalisation de postes de distribution en limite de chemin dont un poste intercepté par cette prescription graphique. Le règlement de cette prescription graphique doit évoluer pour permettre le projet, sans remettre en cause toutefois, par ces exhaussements et affouillements, les



	fonctionnalités environnementales de la ZNIEFF de Type I et du périmètre d'arrêt de biotope.
Zone A (agricole)	
Caractère de la zone	CONFORMITÉ
	<p>La zone A à vocation à protéger les terres agricoles pour leur potentiel agronomique et écologique, ce avec quoi le projet est compatible puisque les projets photovoltaïques admis en dehors des zones U ont l'obligation légale d'être compatibles avec une activité agricole pour être autorisés.</p> <p>Le périmètre de projet situé en zone A n'est pas concerné par les prescriptions applicables aux trames graphiques ZNIEFF de type I, arrêté de biotope de la Cueilie et Natura 2000.</p>
Articles A1 et A2 – Occupations et utilisations du sol	RISQUE DE NON-CONFORMITÉ
	<p>Le règlement autorise les aménagements d'intérêt collectif, seulement s'ils sont compatibles avec l'activité agricole présente dans la zone. Au regard de la loi APER et de ses décrets d'application, le classement en zone A n'est pas incompatible avec les projets de centrales photovoltaïques. L'accueil de constructions d'intérêt collectif comme le projet de centrale est donc bien autorisé. En revanche, ce classement A n'est pas adapté à la réalité avant-projet d'une partie importante du périmètre de projet classé en A laquelle ne fait pas l'objet d'exploitation agricole réelle. Le caractère naturel de ce terrain associé à son devenir d'occupation par une centrale photovoltaïque rend donc son classement en zone A impropre.</p>
Article A3 – Conditions de desserte et d'accès aux terrains	NON RÉGLEMENTÉ
Article A4 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics	NON-CONFORMITÉ
	<p>Le projet, impliquant l'installation de nouvelles constructions, est soumis aux réglementations en vigueur quant au traitement des eaux pluviales et des raccordements au réseau d'électricité. Le projet prévoit le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel comme le prévoit le règlement, aucun réseau d'assainissement tel n'existant à proximité. De plus, l'imperméabilisation résultante de l'aménagement étant minime et ne changeant pas drastiquement la façon dont s'écoulent les eaux pluviales, celles-ci sont traitées de façon</p>



	naturelle, en suivant la topographie du terrain. En revanche, le projet prévoit de se connecter au réseau électrique existant, de façon aérienne. Par conséquent, il n'est pas compatible avec cet article préconisant l'enterrement ou la dissimulation en façade des réseaux.
Article A5 – Superficie minimale des terrains	NON RÉGLEMENTÉ
Articles A6 et A7 – Implantation des constructions par rapport aux voies, emprises publiques et limites séparatives	NON-CONFORMITÉ En raison de la nature du projet et des contraintes techniques imputables à celles-ci, il ne peut respecter les prescriptions du règlement édictées en matière d'implantation des constructions par rapport à l'alignement sur les voiries. En effet, le projet nécessite d'avoir un accès facilité à ses infrastructures techniques, comme la citerne ou les postes de transformation et de livraison, qui doivent se situer en limite et ne peuvent donc respecter la distance minimale de 5 m comme l'exige le règlement. Dans un souci de bon fonctionnement de la centrale par rapport au tènement disponible, celle-ci risque également de ne pas respecter la même limite fixée pour les constructions implantées en limite séparative.
Article A8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	SANS OBJET
Article A9 – Emprise au sol des constructions	SANS OBJET
Article A10 – Hauteur maximale des constructions	CONFORMITÉ Le règlement ne fixe pas de limite de hauteur pour les ouvrages d'intérêt général liés aux infrastructures, le projet répondant donc à cette règle implicitement.
Article A11 – Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords	RISQUE DE NON-CONFORMITÉ Le projet ne répond pas forcément aux prescriptions d'aspects extérieurs, celui-ci ne disposant pas à proprement parler d'éléments de couverture ou de façade devant être en harmonie avec le paysage bâti environnant et le caractère général du site (à l'exception des clôtures et des postes de livraison et de transformation). Toutefois, il faut rappeler que, conformément aux dispositions de l'article L.111-16 du CU, les installations photovoltaïques ne peuvent être refusées dans le cadre d'un permis de construire au titre des dispositions du CU en matière d'aspect extérieur.
Article A12 – Stationnement	SANS OBJET
Article A13 – Espaces libres et plantations	NON-CONFORMITÉ Le règlement impose que les constructions et aménagements des espaces libres soient étudiés



	de manière à conserver autant que possibles les plantations existantes, ce que ne peut garantir le projet, au vu de sa taille et de sa configuration nécessaire au fonctionnement normal d'une centrale photovoltaïque qui implique un défrichement important du site prospecté.
Article A14 – Coefficient d'occupation des sols	NON RÉGLEMENTÉ
Zone N (naturelle) et sa sous-zone Nd (dépôt de déchets)	
Caractère de la zone	CONFORMITÉ
	La zone N à vocation à protéger les terres naturelles et forestières pour leur qualité des sites, des milieux naturels et des paysages, ce avec quoi le projet est compatible puisque les projets photovoltaïques admis en dehors des zones U ont l'obligation légale d'être compatibles avec les potentialités écologiques présentes sur le site afin d'être autorisés et de ne pas consommer des terres naturelles dans ces aménagements.
	RISQUE DE NON-CONFORMITÉ
	Le règlement précise dans la description du caractère de la zone N et sa sous-zone Nd, le repérage graphique des secteurs ZNIEFF de type I, de Natura 2000 et d'Arrêté de Biotope et que des préconisations leur sont associées. Les affouillements et exhaussements y sont donc clairement prohibés, ce qui peut contraindre le projet sur sa légère bande qui recoupe la prescription graphique en zone N et sa sous-zone Nd.
Articles N1 et N2 – Occupations et utilisations du sol	NON-CONFORMITÉ
	Le règlement autorise en théorie les constructions et installation nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à condition d'être compatibles avec le caractère du secteur dans la zone N et ses sous-secteurs, à l'exception de la sous-zone Nd, qui interdit explicitement toute construction. Le projet ne peut donc tout simplement pas être autorisé en l'état. Les affouillements et exhaussements du sol sont quant à eux autorisés, même si le projet ne prévoit pas de mouvement de sol majeur qui ne s'inscrirait pas dans le sens du dénivelé du terrain naturel, tel qu'exigé dans le règlement.
Article N3 – Conditions de desserte et d'accès aux terrains	CONFORMITÉ
	Le terrain est déjà desservi par une voie de circulation permettant son accès par des véhicules motorisés. Le projet est donc compatible avec cet article du règlement.
	NON-CONFORMITÉ



Article N4 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics	Le projet, impliquant l'installation de nouvelles constructions, est soumis aux réglementations en vigueur quant au traitement des eaux pluviales et des raccordements au réseau d'électricité. Le projet prévoit le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel comme le prévoit le règlement, aucun réseau d'assainissement tel n'existant à proximité. De plus, l'imperméabilisation résultante de l'aménagement étant minime et ne changeant pas drastiquement la façon dont s'écoulent les eaux pluviales, celles-ci sont traitées de façon naturelle, en suivant la topographie du terrain. En revanche, le projet prévoit de se connecter au réseau électrique existant, de façon aérienne. Par conséquent, il n'est pas compatible avec cet article préconisant l'enterrement ou la dissimulation en façade des réseaux.
Article N5 – Superficie minimale des terrains	NON RÉGLEMENTÉ
Article N6 et N7 – Implantation des constructions par rapport aux voies, emprises publiques et limites séparatives	NON-CONFORMITÉ En raison de la nature du projet et des contraintes techniques imputables à celles-ci, il ne peut respecter les prescriptions du règlement édifiées en matière d'implantation des constructions par rapport à l'alignement sur les voiries. En effet, le projet nécessite d'avoir un accès facilité à ses infrastructures techniques, comme la citerne ou les postes de transformation et de livraison, qui doivent se situer en limite et ne peuvent donc respecter la distance minimale de 2 m comme l'exige le règlement. Malgré cela, le projet ne prévoit pas d'élément technique situé à moins de 3 m des limites séparatives et est donc conforme aux demandes d'implantations des constructions par rapport aux limites séparatives.
Article N8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	SANS OBJET
Article N9 – Emprise au sol des constructions	SANS OBJET
Article N10 – Hauteur maximale des constructions	RISQUE DE NON-CONFORMITÉ L'article impose une hauteur maximale fixée à 3,5 m pour les constructions, limite que ne peut garantir le projet au niveau de l'implantation de ses panneaux, qui risquent de la dépasser selon la configuration topographique, la hauteur des pieux et l'inclinaison des tables retenues.
Article N11 - Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords	CONFORMITÉ Le projet respecte les règles d'aspects extérieurs, la centrale, infrastructure d'intérêt



	général, n'ayant pas à respecter de prescriptions spécifiques, à condition qu'elle s'intègre dans son site d'implantation.
Article N12 – Stationnement	SANS OBJET
Article N13 – Espaces libres et plantations	NON-CONFORMITÉ Le règlement impose que les constructions et aménagements des espaces libres soient étudiés de manière à conserver autant que possibles les plantations existantes, ce que ne peut garantir le projet, au vu de sa taille et de sa configuration nécessaire au fonctionnement normal d'une centrale photovoltaïque qui implique un défrichement important du site prospecté.
Article A14 – Coefficient d'occupation des sols	NON RÉGLEMENTÉ

3.2 - CONTENU DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Au regard de l'analyse de compatibilité des pièces du PLU avec le projet de création d'une centrale photovoltaïque, des évolutions des dispositions réglementaires sont nécessaires. Ces évolutions intègrent également des réponses aux enjeux territoriaux identifiés sur le site issu du diagnostic des enjeux territoriaux. Il s'agit ainsi de permettre le projet tout en garantissant sa bonne intégration territoriale.

Ces évolutions concernent l'installation d'une centrale photovoltaïque contrainte dans les zones A et N, voire interdite dans la zone Nd encadrant le périmètre du projet. La procédure de mise en compatibilité ne pouvant être réalisée que dans le périmètre de la déclaration de projet, les modifications à apporter ne peuvent s'appliquer à l'ensemble de ces zones qui dépassent les limites du projet. Ainsi, les modifications à apporter sont les suivantes :

- Rajout d'une précision des équipements collectifs à développement dans le PADD, mentionnant la possibilité d'implanter des installations produisant des énergies renouvelables ;
- Création d'un sous-secteur Npv dans les limites de la déclaration de projet avec des règles spécifiques et dérogations permettant d'implanter un tel projet, tout en maintenant des garanties assurant que le projet prendra en compte les enjeux territoriaux notamment environnementaux, dans la logique de la séquence Eviter, Réduire, Compenser (ERC) ;
- Ajout d'une prescription graphique de linéaires végétaux à préserver le long des limites de la future centrale.



3.2.1 - Evolution du PADD

Les orientations du PADD n'identifient actuellement pas clairement la possibilité d'autoriser un projet de centrale photovoltaïque. L'orientation n°4 « *Améliorer la qualité du cadre de vie* » doit ainsi être plus précise dans les projets que la commune souhaite voir se développer sur son territoire. Dès lors, la liste des projets à mettre en place pour garantir l'amélioration du cadre de vie sera étoffée de l'item « *Favoriser la production d'énergies renouvelables notamment en permettant un projet de centrale photovoltaïque aux lieux dits « Aux Combes » et « Sur Autachet »* ».

PERPETUER ET AMELIORER LA QUALITE DE VIE

La qualité du cadre de vie est un enjeu qui est au cœur des préoccupations du projet de territoire et dont les piliers sont l'environnement, les équipements publics, les services et les transports.

Pour garantir sa réussite, le projet prévoit de :

- * *Pérenniser la diversité de l'offre d'équipements et anticiper les besoins*
- * *Favoriser la production d'énergies renouvelables, notamment en permettant un projet de centrale photovoltaïque aux lieux dits « Aux Combes » et « Sur Autachet »*
- * *Créer de nouveaux espaces publics*
- * *Qualifier les entrées de ville et développer les liaisons inter-quartiers*
- * *Faciliter les modes de déplacements "doux"*

Par un zonage adapté et des réserves foncières dédiées, la commune veut compléter son offre d'équipements afin d'accompagner la croissance démographique et les modes de vie de ses habitants :

- * *Nouvelle école aux terres d'Ain*
- * *Proposition d'un multi accueil au Pellan*

L'affirmation des pôles d'équipements existants passera également par un zonage adapté

- * *Ecole/collège du Pellan*
- * *Pôle sportif et de loisirs de Terres d'Ain/ La Verchère*

Figure 38 : Extrait du PADD modifié et de l'orientation n°4.1.

3.2.2 - Evolution du plan de zonage et des prescriptions graphiques

Un sous-secteur Npv est créé au sein du secteur N afin de s'assurer que les modifications apportées n'impactent que le projet ciblé par la procédure de déclaration de projet. Ce sous-secteur complètera, dans le périmètre du projet, les activités déjà permises en zone N par celles d'intérêt collectif et notamment celles permettant la production d'électricité d'origine photovoltaïque. Le sous-secteur Npv créé présente une surface de 5,26 hectares et sa traduction réglementaire est détaillée dans la partie suivante consacrée à la présentation des modifications apportées au règlement écrit.



En plus du nouveau sous-secteur Npv, le nouveau plan de zonage rajoute une prescription graphique sur la zone identifiant les linéaires végétaux à préserver et à mettre en valeur (linéaire pointillé jaune visible sur la carte suivante et sur le nouveau plan de zonage). L'ajout de cette prescription est destiné à protéger, ou à défaut compenser à l'équivalent, le linéaire d'arbres et d'arbustes déjà existant le long de la limite entre la zone Npv et le site de projet, et le tracé de l'autoroute, afin que les essences le composant ne soient pas impactées par l'aménagement de la centrale ou par quelconques autres travaux qui se réaliseraient dans cette zone. La création d'une telle prescription résulte aussi de la volonté de faciliter l'intégration paysagère du projet qui s'implantera derrière. L'aspect de la future centrale et son aménagement sur un coteau présentant un certain relief verront ainsi leur impact visuel plus limité grâce à l'ajout de celle-ci.

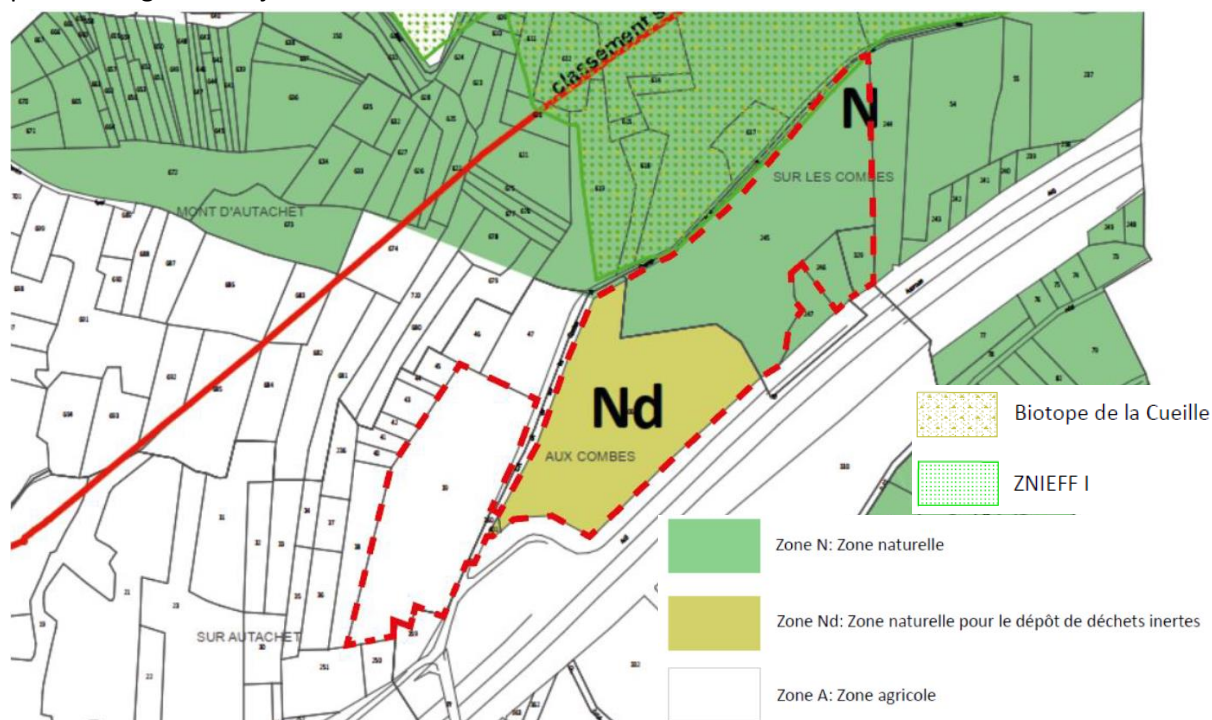


Figure 39 : Plan de zonage en vigueur du PLU de Poncin, avant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

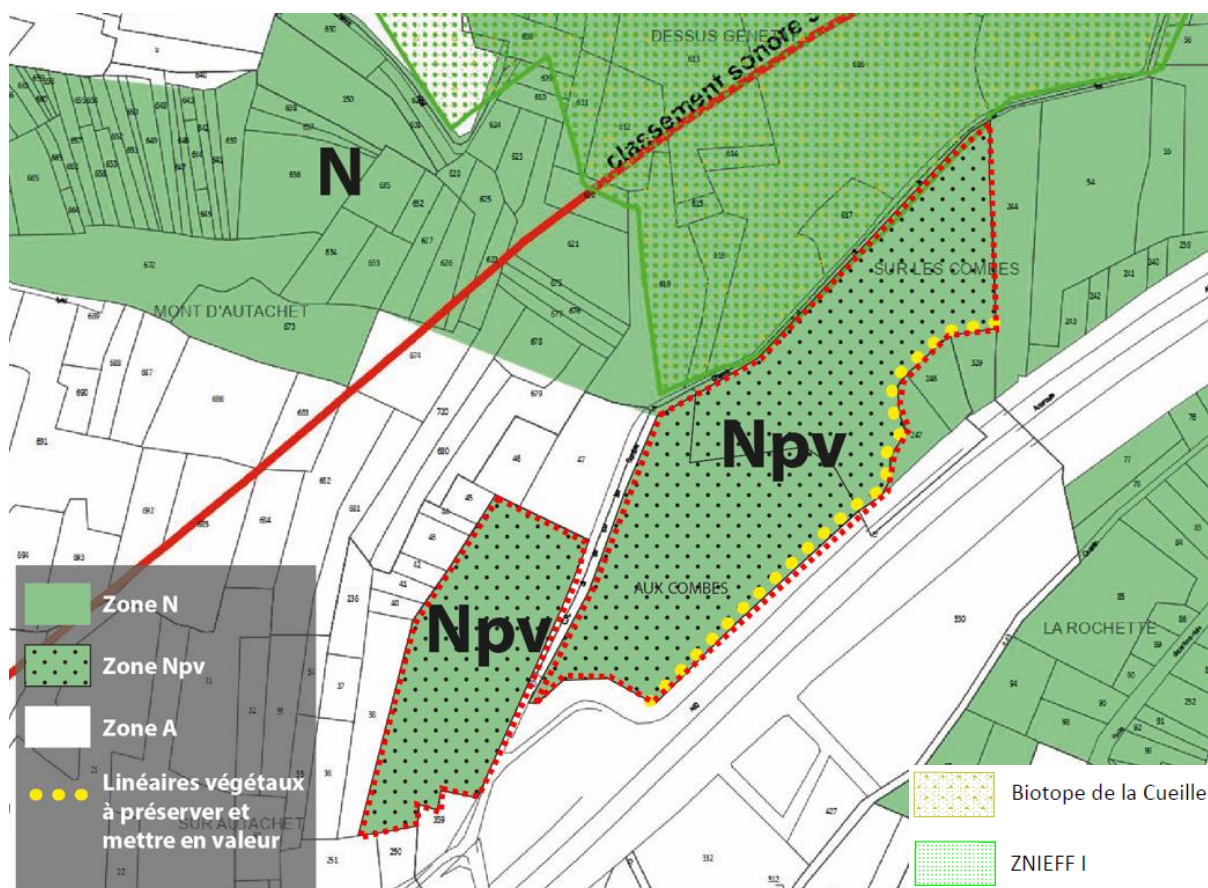


Figure 40 : Plan de zonage en vigueur du PLU de Poncin, après la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

Les évolutions du plan de zonage concernent la création d'un sous-secteur Npv admettant les installations photovoltaïques au sein du secteur N existant (zone naturelle), sans modification des limites extérieures de ce secteur. La mise en compatibilité est sans effet substantiel sur la répartition des zones au sein du PLU, seule une partie infime des zones agricole et naturelle pure étant réduite (respectivement de - 0,17% et - 0,23%), sans pour autant à terme que l'usage agricole d'une partie du terrain ne soit remis en cause. Le sous-secteur Npv représente désormais 0,26% de l'ensemble des zones naturelles de la commune et l'ensemble des zones naturelles progresse de 0,17%.

Une prescription graphique de préservation et de mise en valeur des linéaires végétaux est également ajoutée au nouveau plan de zonage le long de la limite Sud du site afin de former une bande tampon végétalisée entre la centrale et l'autoroute.



PLU avant DPMC			PLU après DPMC			Différence (ha)	Evolution (en %)
ZONES	SURFACE (en ha)	%	ZONES	SURFACE (en ha)	%		
Urbaines			Urbaines			Urbaines	
UA	7,95	0,40	UA	7,95	0,40	0,00	0,00
UB	23,45	1,18	UB	23,45	1,18	0,00	0,00
UBa	25,31	1,27	UBa	25,31	1,27	0,00	0,00
UC	2,45	0,12	UC	2,45	0,12	0,00	0,00
UCa	2,38	0,12	UCa	2,38	0,12	0,00	0,00
Uh	20,58	1,03	Uh	20,58	1,03	0,00	0,00
UX	11,41	0,57	UX	11,41	0,57	0,00	0,00
UXe	0,96	0,05	UXe	0,96	0,05	0,00	0,00
UXi	3,33	0,17	UXi	3,33	0,17	0,00	0,00
Sous-total	97,82	4,91	Sous-total	97,82	4,91	0,00	0,00
A urbaniser (logements)			A urbaniser (logements)			A urbaniser (logements)	
1AU	6,89	0,35	1AU	6,89	0,35	0,00	0,00
2AU	4,01	0,20	2AU	4,01	0,20	0,00	0,00
2AUX	1,78	0,09	2AUX	1,78	0,09	0,00	0,00
Sous-total	12,68	0,64	Sous-total	12,68	0,64	0,00	0,00
Agricoles			Agricoles			Agricoles	
A	898,66	45,11	A	897,15	45,03	-1,51	-0,17
As	85,17	4,27	As	85,17	4,27	0,00	0,00
Sous-total	983,83	49,38	Sous-total	982,32	49,31	-1,51	-0,15
Naturelles			Naturelles			Naturelles	
N	860,16	43,17	N	858,20	43,08	-1,96	-0,23
Nd	1,80	0,09	Nd	0,00	0,00	-1,80	-100,00
Nh	12,62	0,63	Nh	12,62	0,63	0,00	0,00
Np	14,86	0,75	Np	14,86	0,75	0,00	0,00
Nt	8,56	0,43	Nt	8,56	0,43	0,00	0,00
Npv	0,00	0,00	Npv	5,27	0,26	5,27	-
Sous-total	898,00	45,07	Sous-total	899,51	45,15	+1,51	+0,17
TOTAL	1992,33	100,00	TOTAL	1992,33	100,00	0,00	

Figure 41 : Évolution des surfaces du plan de zonage du PLU de Poncin, avant et après la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU



3.2.3 - Evolution du règlement littéral

La présente procédure vise à autoriser un projet de centrale photovoltaïque sur la commune, ce que le règlement ne permet actuellement pas en l'état. La création du sous-secteur Npv a pour objectif d'autoriser la mise en compatibilité du PLU dans le seul périmètre de la déclaration de projet. Ainsi, dans ce sous-secteur seront apportées les évolutions suivantes :

- Inscrire les installations photovoltaïques dans la liste des occupations et utilisations du sol autorisées en zone N dans une sous-zone dédiée (Npv) ;
- Supprimer par corollaire la sous-zone Nd, uniquement présente dans les limites du projet et qui n'a plus lieu d'être au vu des nouvelles activités qui y seront autorisées ;
- Appliquer des règles spécifiques à cette sous-zone, en dehors de celles applicables au reste de la zone N ;
- Ajout d'une prescription graphique de linéaires végétaux à préserver dans les prescriptions applicables à la zone N.

<i>EXTRAIT DU REGLEMENT DE PLU AVANT/APRES DPMC – ZONE N ET SOUS-SECTEUR NPV</i>	
<i>Section modifiée</i>	<i>Justification</i>
<p>III. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES</p> <p>Les dispositions du titre s'appliquent aux Zones Naturelles et Forestières (N).</p> <p>Les zones N sont des zones naturelles et forestières, équipées ou non, de nature variée, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Certains secteurs sont impactés par les périmètres de puits de captage, une trame reportée sur le plan de zonage indique leurs tracés. Elles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones Np permettent la protection des valeurs paysagères. - Les zones Nh, caractérisées par la forme urbaine de hameau. - La zone Nd, zone de dépôt de déchets - <u>La zone Npv, zone admettant les installations photovoltaïques.</u> 	<p>Ajout du sous-secteur Npv dans la liste des zones de la commune dans le paragraphe dédié aux dispositions générales, zone admettant les installations photovoltaïques, venant remplacer la zone Nd qui ne s'applique que sur le tènement du projet et qui devient donc obsolète (<i>par conséquent, l'ensemble des références faites à la zone Nd dans le reste du règlement disparaît. La zone Nd est donc supprimée, car elle n'existe pas en dehors du périmètre de projet</i>).</p>



<p>V. LES PRESCRIPTIONS GRAPHIQUES DU REGLEMENT</p> <p><u>Les zones de Natura 2000, ZNIEFF de type I et de Biotope</u></p> <p>Le plan de zonage identifie par une trame de couleur la localisation des secteurs de Natura 2000, de ZNIEFF de type I et de Biotope. Ces secteurs sensibles de protection environnementale doivent être préservés. Les affouillements et exhaussements sont interdits dans ces secteurs <u>en dehors de ceux liés aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif admis en zone Npv</u>. Dans les zones agricoles, concernées par une ZNIEFF de type I, toute construction est interdite.</p>	<p>Afin de faciliter l'installation d'une centrale et sa phase chantier, il est utile de préciser que les affouillements et exhaussements liés aux constructions d'intérêt collectif doivent être autorisés dans ces zones protégées, ce qui n'est normalement pas le cas, en raison du faible impact qu'auront ces travaux sur la zone et de la ponctualité de ceux-ci sur une zone restreinte (uniquement en zone Npv qui s'inscrit seulement dans les limites de la déclaration de projet). Pour rappel, ces zones (ZNIEFF de type I et arrêté de biotope) ne recoupent le projet que sur une infime partie de celui-ci, en débordant de quelques mètres au Nord de ses limites. Cette situation résulte d'une mauvaise superposition graphique du périmètre réel de ces zones dans le plan de zonage du PLU de Poncin, la limite réelle de ces classements étant le chemin de randonnée. L'assouplissement apporté ici pour la seule zone Npv est donc sans impact direct sur les fonctionnalités environnementales de ces deux périmètres de protection.</p>
<p><u>Linéaires végétaux à préserver et mettre en valeur</u></p> <p><u>Les linéaires végétaux repérés au plan de zonage doivent être préservés et mis en valeur. Pour cela, les arbres, arbustes et autres éléments ligneux le long de ces linéaires doivent être conservés. A défaut de pouvoir être conservé pour des raisons de sécurité ou de santé des éléments, tout élément détruit devra être remplacé avec un élément de qualité paysagère et écologique au moins équivalente. De plus, tous travaux concernant ces linéaires devront permettre d'assurer leur fonctionnalité paysagère occultante notamment par le biais de leur densité.</u></p> <p><u>Toute intervention non soumise à permis de construire sur ces éléments est précédée d'une déclaration préalable (art L123-1 §7 et R421.17 et R421.23 du Code de l'Urbanisme).</u></p>	<p>En parallèle de l'ajout d'une prescription de linéaire végétal à protéger dans le plan de zonage, un paragraphe traitant du sujet et de sa signification juridique doit être rajouté dans la partie listant les prescriptions graphiques du règlement. Cette prescription n'existait auparavant pas dans cette liste et permet désormais de considérer la protection de linéaires végétaux qui auraient un intérêt patrimonial ou paysager le long de la limite Sud de la zone Npv afin de permettre son intégration paysagère.</p>



<p>I. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES N</p> <p><i>Caractère de la zone N</i></p> <p>La zone N est une zone naturelle et forestière qui recouvre les espaces équipés ou non, qu'il convient de protéger de l'urbanisation, en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.</p> <p>Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une zone Np, dans lequel la valeur paysagère est forte où toute construction et plantations d'arbres sont interdites.- Une zone Nh correspondant à 4 hameaux et groupes de constructions distincts ne bénéficiant pas de l'assainissement collectif.- Une zone Nt, réservée aux activités de camping et de loisirs.- Une zone Nd, pour le dépôt de déchets.- <u>La zone Npv, zone admettant les installations photovoltaïques.</u>	<p>En écho aux dispositions générales du règlement et de la division du territoire en zone, l'apparition d'une nouvelle sous-zone Npv dans la zone N, permettant les installations photovoltaïques à la suite de la déclaration de projet est ajoutée dans la partie consacrée aux dispositions applicables aux zones naturelles et forestières. En conséquence, l'ancienne sous-zone Nd, n'apparaissant que sur le tènement faisant l'objet de la présente procédure, disparaît car n'a plus lieu d'être.</p>
<p>SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL.</p> <p>ARTICLE N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES</p> <p>Sont interdites les constructions et utilisations du sol suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les activités commerciales, industrielles, artisanales- L'ouverture et l'exploitation de carrières.- Les dépôts de véhicules et de matériaux inertes.- Les exhaussements et affouillements du sol ne s'inscrivant pas dans le sens du dénivelé du terrain naturel.- Les terrains de camping, de caravanes, d'habitations légères de loisirs excepté en zone Nt.- Le stationnement hors garage supérieur à trois mois de caravanes isolées.- Les habitations nouvelles.	



<p>En dehors de la zone Npv, dans les secteurs de Biotope de La Cueilie, de Natura 2000 ou ZNIEFF de type I- repérés au plan de zonage par une trame, les exhaussements et affouillements sont interdits.</p> <p>Dans le secteur Np, toutes constructions et plantations d'arbres sont interdites.</p> <p>Dans le secteur Nd, toute construction est interdite.</p>	<p>En écho aux dispositions générales du règlement et de la liste des prescriptions graphiques de celui-ci, il est rappelé dans les règles de la zone N que les affouillements et exhaussements sont autorisés uniquement dans le périmètre de la zone Npv.</p>
<p>ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>Sont En dehors de la zone Npv, sont autorisées sous réserve de respecter les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le caractère de la zone.- Les constructions et ouvrages liés à des équipements d'infrastructure.- Les constructions et équipements à usage d'activités liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel.- Les exhaussements et affouillements du sol qui sont nécessaires aux constructions et ouvrages autorisés dans la zone.- Les constructions et aménagements nécessaires aux activités de diversifications de l'agriculture (locaux de transformation, vente, accueil...) tant qu'elles demeurent accessoires à l'activité agricole.- Les constructions, l'aménagement, et l'extension des habitations si elles sont nécessaires à l'activité agricole.- En dehors des zones Nt et Nh, l'extension des habitations existantes non liées à l'activité agricole sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et du respect des dispositions suivantes :<ul style="list-style-type: none">• <i>Extension des bâtiments d'habitations non liés à une exploitation agricole:</i><ul style="list-style-type: none">- Surface supplémentaire maximale autorisée : (30%) de l'emprise au sol du bâtiment existant ;- Emprise au sol minimale de l'habitation avant extension : 50 m² ;- Surface maximale de l'habitation après extension : 200 m² d'emprise au sol ;- La hauteur de l'extension ne peut excéder 7 mètres en zone Nh et 3,5 mètres en zone N.	<p>Il doit être rappelé dans l'article 2 portant sur les occupations du sol autorisées sous conditions, que celles implantées en sous-zone Npv sont désolidarisées du reste des zones N, l'ensemble des règles dont elle dépend étant plus restrictif.</p>



<ul style="list-style-type: none">- En dehors de la zone Nt, l'annexe des habitations existantes non liées à l'activité agricole sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et du respect des dispositions suivantes :<ul style="list-style-type: none">• <i>Annexes des bâtiments d'habitations non liés à une exploitation agricole :</i><ul style="list-style-type: none">- Distance maximale d'implantation de l'annexe par rapport au bâtiment d'habitation : 15 mètres ;- Surface totale maximale d'emprise au sol des annexes (piscines non comprises): 30 m² ;- La surface totale maximale d'emprise au sol des piscines : 40m² ;- La hauteur des annexes ne peut excéder 3,5 mètres. <p>En outre, sont autorisés dans la zone Nh :</p> <ul style="list-style-type: none">- les extensions de bâtiments existants dans le volume actuel. <p><u>En zone Npv, sont autorisées sous réserve de respecter les conditions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, et notamment les installations photovoltaïques, sont autorisées, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le caractère naturel de la zone.</u>- <u>Les constructions et ouvrages liés à des équipements d'infrastructure.</u>- <u>Les constructions et équipements à usage d'activités liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel.</u>- <u>Les exhaussements et affouillements du sol qui sont nécessaires aux constructions et ouvrages autorisés dans la zone.</u>	<p>La liste des occupations autorisées dans la sous-zone Npv est donc émise dans un paragraphe dédié, à la suite du reste de la zone N, où ne sont mentionnés que les constructions d'intérêt collectif et les installations qui y sont liées.</p>
<p><u>ARTICLE N 4 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS</u></p> <p>Electricité et télécom</p> <p><u>En dehors de la zone Npv</u>, toute création ou extension de réseau d'électricité ou de télécommunications doit être enterrée ou dissimulée en façade.</p>	<p>Le projet étant de nature électrique et compte-tenu de la nécessité de ne pas aggraver les pollutions en enterrant les câbles électriques, la zone Npv est exclue de ces obligations.</p>



<p><u>ARTICLE N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>Les constructions doivent s'implanter avec un retrait minimal de 2 mètres ou, lorsque la bonne intégration à l'ordonnance générale le justifie, dans la continuité des bâtiments existants situés sur le terrain du projet ou sur les propriétés voisines.</p> <p><u>Toutefois, en zone Npv, une implantation différente peut être admise pour les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sous réserve d'impératif technique.</u></p> <p><u>ARTICLE N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES</u></p> <p>Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur de la construction sans pouvoir être inférieure à 3 mètres de la limite séparative.</p> <p><u>Toutefois, en zone Npv, une implantation différente peut être admise pour les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sous réserve d'impératif technique.</u></p>	<p>Afin de permettre le projet de central photovoltaïque, il est rappelé que les installations en zone Npv ne sont pas soumises aux règles d'implantation par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives, dans les articles 6 et 7.</p>
<p><u>ARTICLE N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS</u></p> <p>La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol naturel préexistant jusqu'au sommet du bâtiment, à l'exclusion des ouvrages techniques et des cheminées. Cette hauteur ne doit pas excéder : 3,5 mètres.</p> <p><u>Toutefois, en zone Npv, une hauteur différente peut être admise pour les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sous réserve d'impératif technique.</u></p> <p>En zone Nh, la hauteur est limitée à 7 mètres et à 3,5 m en ce qui concerne les annexes des habitations.</p> <p>En zone Nt, les règles énoncées ci-dessus ne sont pas applicables.</p>	<p>Même exception faite que précédemment, mais ici pour les règles de hauteur : afin de permettre le projet de central photovoltaïque, il est rappelé que les installations en zone Npv ne sont pas soumises aux mêmes règles de hauteur maximale si les impératifs techniques ne permettent pas de les respecter.</p>



<p>ARTICLE N 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS</p> <p>L'aspect d'ensemble et l'architecture des constructions, installations et de leurs dépendances doivent être en concordance avec le paysage bâti environnant et le caractère général du site.</p> <p>La recherche de l'harmonie avec les paysages environnants se traduira particulièrement dans les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- La couverture (volumétrie, épiderme, percements)- Le traitement des façades (volumétrie, épiderme, percements) :- Les abords : clôtures, plantations, mouvements de terrain. <p><u>L'ensemble des dispositions de l'article 11, en dehors de celles relatives aux clôtures, ne s'applique pas aux occupations et utilisation du sol admises en zone Npv.</u></p> <p><u>Les abords</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Les clôtures</u> <p>Les clôtures doivent d'être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux : couleur, matériaux, hauteurs. La hauteur des haies végétales est limitée à 2m.</p> <p>La hauteur des autres types de dispositifs de clôture autorisés doit être inférieure à 1,80 m, <u>hormis en zone Npv, où la hauteur des dispositifs de clôtures autorisés est limitée à 2 m.</u></p>	<p>Les installations autorisées en zone Npv se distinguant de constructions conventionnelles et ne disposant ainsi pas réellement d'éléments de couverture ou de façades, celles-ci sont donc exemptées des règles classiques d'aspect extérieur à respecter en zone N. Il est rappelé toutefois que les règles relatives aux clôtures restent applicables en sous-zone Npv, en se distinguant cependant encore une fois du reste de la zone N.</p> <p>Des clôtures plus grandes que le reste de la zone N sont autorisées en sous-zone Npv, afin de sécuriser les installations d'intérêt collectif.</p>
<p>ARTICLE N 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS</p> <p><u>En dehors de la zone Npv, l'implantation des constructions et l'aménagement des espaces libres doivent être étudiés de manière à conserver, autant que possible, les plantations existantes de qualité, et notamment les arbres.</u></p>	<p>La sous-zone Npv se distingue du reste de la zone N, où les défrichements ne sont pas autorisés. Une installation photovoltaïque ne pouvant préserver les espaces libres en l'état pour son bon fonctionnement, il est nécessaire d'imposer des règles différenciées pour la zone Npv.</p>



3.3 - SITUATION DU PROJET AU REGARD DES DOCUMENTS ET TEXTES CADRES DE L'URBANISME LOCAL

Le PLU de Poncin dont l'approbation est antérieure au 1^{er} avril 2021 doit respecter dans un rapport de compatibilité :

- Le schéma de cohérence territoriale,
- Le plan de déplacement urbain, le cas échéant,
- Le programme local de l'habitat.

Il n'existe à cette date ni Plan Local de l'Habitat, ni Plan de Déplacement Urbain sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Rives de l'Ain – Pays de Cerdon. Le PLU doit par ailleurs prendre en compte le Plan Climat-Air-Energies territorial, qui n'est pas encore en élaboration.

Compatibilité avec le SCOT BUCOPA

La commune est comprise dans le territoire du Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain (BUCOPA) en charge du SCoT exécutoire depuis le 2 mai 2017. Il regroupe 4 intercommunalités et 82 communes réparties sur 4 entités naturelles : le Plateau de Miribel, la Côtière, la Plaine et les Gorges de l'Ain. Il a pour objectif de rendre cohérents entre eux les différents documents de planification, locaux ou thématiques, élaborés par les collectivités sur un même territoire.

Le projet répond dès lors à la volonté intercommunale de « sobriété énergétique du territoire et de la maîtrise de l'énergie » (axe n°3 du PADD du SCoT) en s'alignant sur le besoin de « *développer les énergies renouvelables et de récupération [...] (photovoltaïque notamment)* » présenté dans le volet de la politique énergétique intercommunale. En s'implantant sur un ancien espace de stockage de déchets, le projet répond également à l'objectif de qualité environnementale porté par l'axe « Développer la valorisation et l'innovation pour l'exploitation des ressources naturelles » (axe 3.3. du DOO du SCoT) prônant le développement des ENR dans les documents d'urbanisme et favorisant « [...] *les possibilités d'implantations photovoltaïques sur des espaces délaissés non-constructibles et/ou sans usages acceptables [...]* » tout en « [...] *organisant l'intégration paysagère [...] du photovoltaïque en fonction des enjeux paysagers pour faciliter l'implantation des dispositifs de manière proportionnée aux enjeux [...]* ».

Compatibilité avec le PCAET

Le Plan Climat-Air Energie Territorial (PCAET) est défini aux articles R.229-51 à R.229-56 du code de l'environnement, est un cadre d'engagement du territoire qui constitue la véritable déclinaison directe et opérationnelle de l'Accord de Paris. Il vise à réduire les consommations énergétiques, réduire les émissions de gaz à effet de serre, préserver voire améliorer la qualité de l'air, préparer le territoire au changement climatique et développer les énergies renouvelables. Un PCAET contient des objectifs stratégiques et opérationnels, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats. Un PCAET est une démarche complète et structurée, qui comprend 3 rapports distincts :

- Le diagnostic territorial ;
- La stratégie territoriale air énergie climat ;
- L'objectif du programme d'actions.



La réalisation d'un PCAET est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les établissements publics à coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de l'EPCI. Par ailleurs, les EPCI non concernés par cette réglementation peuvent réaliser des PCAET volontaires en prenant en compte leurs particularités.

La Communauté de Communes des Rives de l'Ain – Pays du Cerdon ne comptait que 14 705 habitants en 2021 et n'est donc pas soumise à cette réglementation (inférieur à 20 000 habitants). Elle n'a donc pas lancé de démarche pour la réalisation d'un PCAET volontaire.

Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Le PLU de Poncin est soumis à l'existence de certaines Servitudes d'Utilité Publique (SUP) qui ont été compilées dans un plan d'information complémentaire au plan de zonage. Sur celui-ci, il est indiqué que le périmètre recoupe les servitudes de protection naturelle (ZNIEFF de type 1^e et 2 et arrêté de protection de biotope) déjà connues et représentées dans le plan de zonage, mais qu'il est également concerné par la proximité avec un chemin de randonnée inscrit au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) de l'Ain qui longe le site au Nord et en son centre, séparant les zones 2 et 3. Le projet y est logiquement très perceptible. Malgré son inscription aux SUP annexé au présent PLU, ce chemin ne semble plus faire partie des sentiers identifiés récemment au PDIPR.

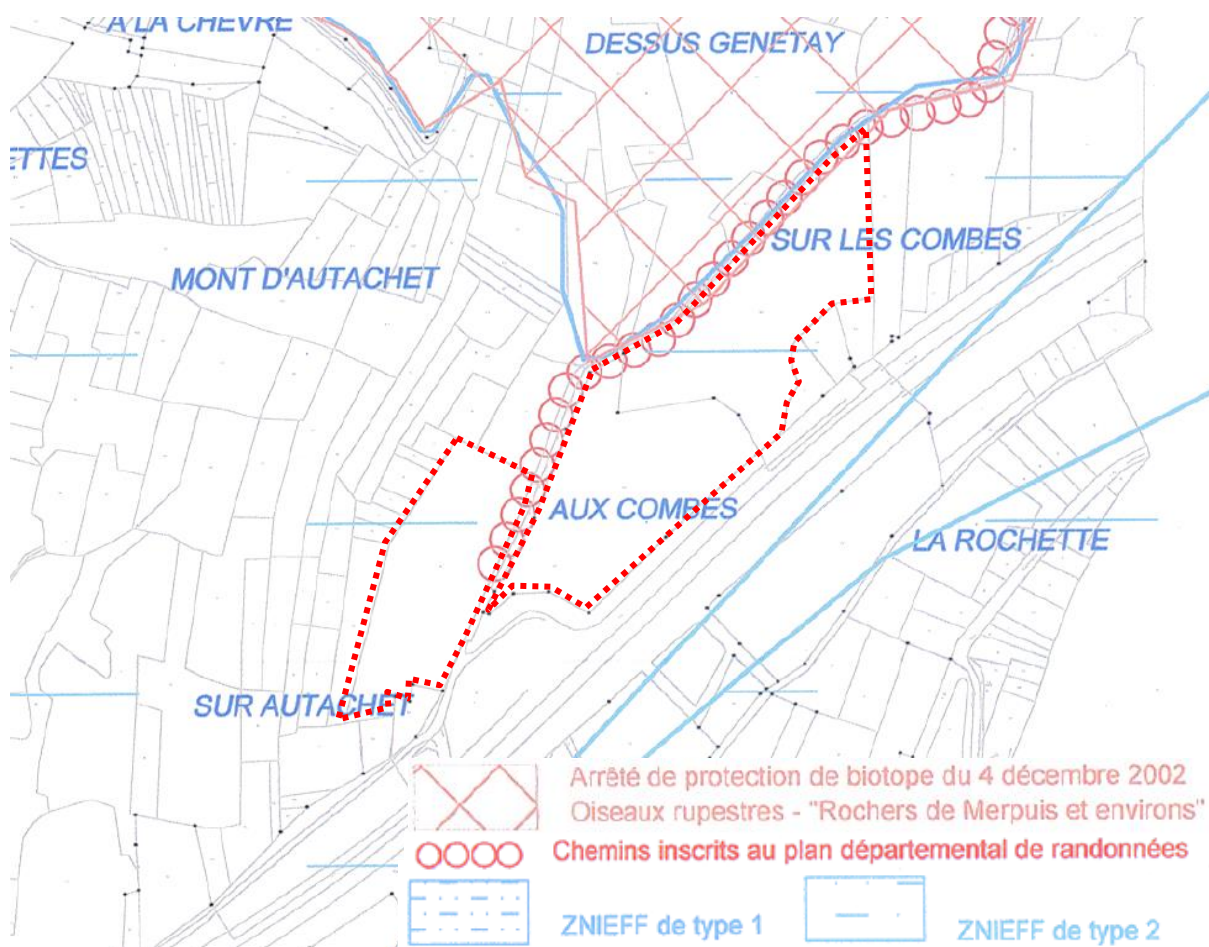


Figure 42 : Extrait du plan de servitudes et d'informations annexé au plan de zonage

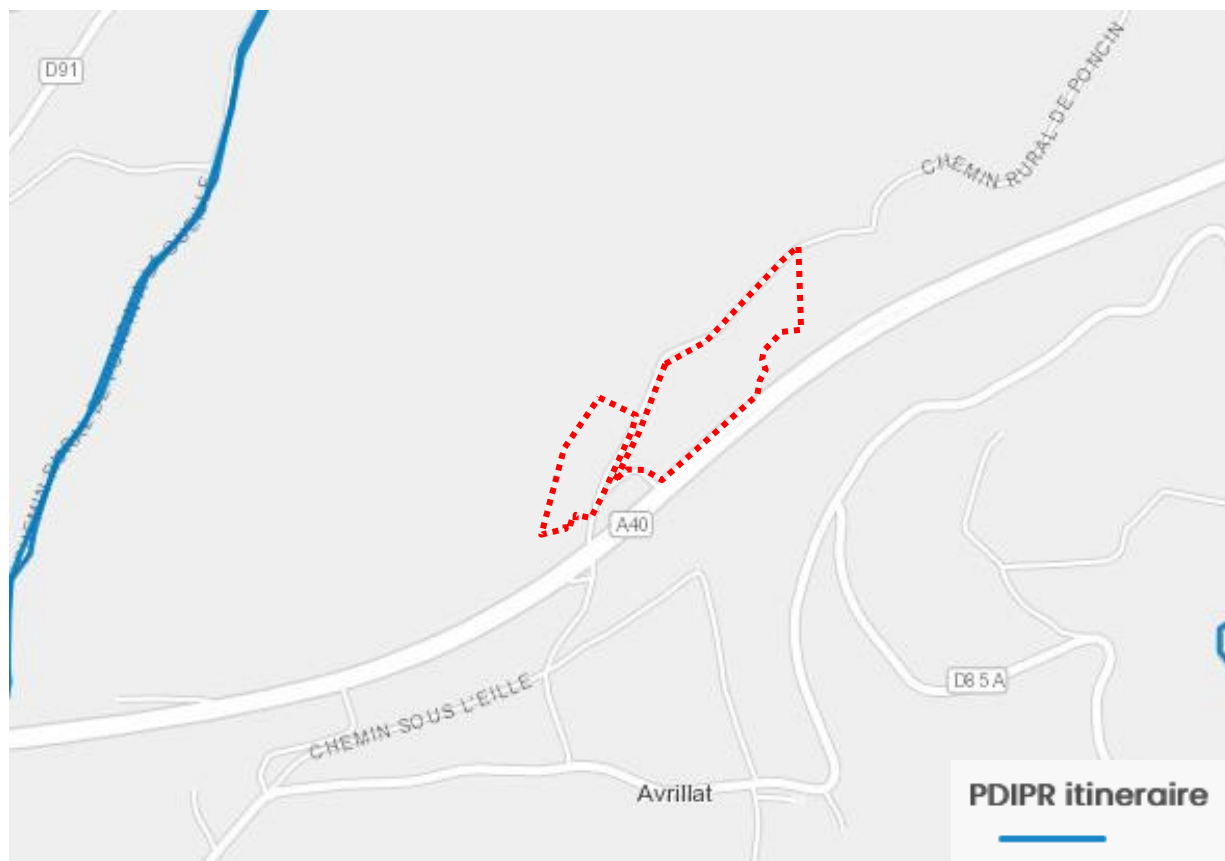


Figure 43 : Extrait du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée du département (Source : département de l'Ain)

3.4 - ANALYSE DE CONSOMMATION FONCIERE

La loi Climat & Résilience du 22 août 2021 a apporté des modifications substantielles au code de l'urbanisme en matière de consommation foncière. Elle a intégré l'objectif de lutte contre l'artificialisation des sols via deux nouvelles notions avec des incidences significatives pour les documents d'urbanisme, à savoir, la réduction des consommations d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) et l'objectif d'absence d'artificialisation nette des sols à partir de 2050. Les dispositions de la loi Climat & Résilience concernant la lutte contre l'artificialisation des sols ont été modifiées et complétées par la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux (dite loi Zéro Artificialisation Nette).



Consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) : la loi Climat & Résilience a fixé comme règle le fait que la consommation observée à l'échelle nationale sur la période allant du 22 août 2021 au 21 août 2031 soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédentes. Elle précise que ces objectifs sont appliqués de manière différenciée et territorialisée (et non pas de manière uniforme sur chaque commune). Conformément à l'article 194 de la loi Climat & Résilience, la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers est entendue comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné ».

Précisions sur l'applicabilité des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols :

Les objectifs chiffrés de lutte contre l'artificialisation des sols ne sont pas applicables directement au plan local d'urbanisme mais doivent être territorialisés par les SRADET, puis les SCoT et enfin pris en compte par les PLU. Ainsi, les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols au sens de la loi Climat & Résilience ne sont pas applicables aux PLU avant leur définition par les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et au plus tard le 22 août 2027. Le SCoT BUCOPA n'intégrant pas encore ces objectifs au moment de la présente procédure, le PLU de Poncin n'est pas soumis à ce stade aux objectifs en matière de lutte contre l'artificialisation des sols au sens de la loi Climat & Résilience. En revanche, les autres dispositions de la loi Climat & Résilience sont bien applicables à la révision générale du PLU d'Upie.

Outre cette précision en matière de temporalité, **rappelons que l'objectif de division par deux des consommations ENAF pour 2021-2031 ne se traduit pas mécaniquement par un objectif de division par deux à l'échelle de chaque commune.** En effet, comme rappelé dans une circulaire du Premier Ministre du 7 janvier 2022, la territorialisation des objectifs ne « consiste pas en une réduction uniforme de l'artificialisation par rapport à l'artificialisation passée ». Dans le respect du principe d'application différenciée et territorialisée des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, il appartient au SRADET puis au SCoT de territorialiser les objectifs de réduction de la consommation au regard de leur projet de territoire (ce qui peut se traduire sur la priorisation de certains territoires dans la répartition des enveloppes de consommation ENAF restantes à leur échelle).

3.4.1 - Capacités de consommations d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF)

A titre informatif, voici l'analyse des capacités de consommation ENAF du PLU de Poncin :

	Terrains NAF consommables mesurés en hectare	
	Avant mise en compatibilité	Après mise en compatibilité
Déjà investis depuis 2021	0	0
En enveloppe urbaine	0	0
En zone à urbaniser type 1AU	6,5	6,5
En zone à urbaniser type 2AU	0	0
Projet photovoltaïque	0	0,5
Total	6,5	7



Après mise en compatibilité, le PLU disposera d'un volume potentiel de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers de l'ordre de 7 hectares contre 6,5 hectares avant mise en compatibilité (+8%).

Méthode de calculs :

Le bilan présenté s'intéresse uniquement aux espaces naturels agricoles et forestiers consommables sur la période 2021-2031. Il ne prend pas en compte la notion d'artificialisation au sens de l'annexe de l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme qui correspond à d'autres critères d'appréciation et qui ne s'appliquera qu'après 2031.

Les chiffres issus du site « Mon Diagnostic Artificialisation » ne sont pas pris en compte dans cette analyse. En effet, les critères de calcul mis en place par le CEREMA correspondent à la notion d'artificialisation des sols et non de consommation ENAF. Par exemple, on constate que le site classe des aménagements agricoles comme artificialisation sur 2021, or ce type d'investissement ne correspond pas à la notion « création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » que le code de l'urbanisme consacre au titre de la consommation ENAF.

- **« Déjà investis depuis 2021 »** : sur la période 2021-2024, aucune création ou extension effective d'espace urbanisé n'est constatée sur le territoire (seules des constructions par divisions de terrains urbanisés ou l'investissement de jardins sont constatés).
- **En enveloppe urbaine** : Il s'agit des capacités en zone U pouvant générer des consommations de terrains naturels agricoles et forestiers. Les terrains naturels, agricoles et forestiers significatifs se mêlant aux enveloppes urbaines grossières sont tous classés en zone 1AU ou 2AU.

- **En zone à urbaniser type 1AU** : il s'agit de zone destinées à accueillir des extensions urbaines. Ces zones sont ouvertes à l'urbanisation. Aucune des zones à urbaniser 1AU n'a encore été investie et reste constructible. L'ensemble de ces zones présente un potentiel de consommation ENAF de 6,5 hectares.

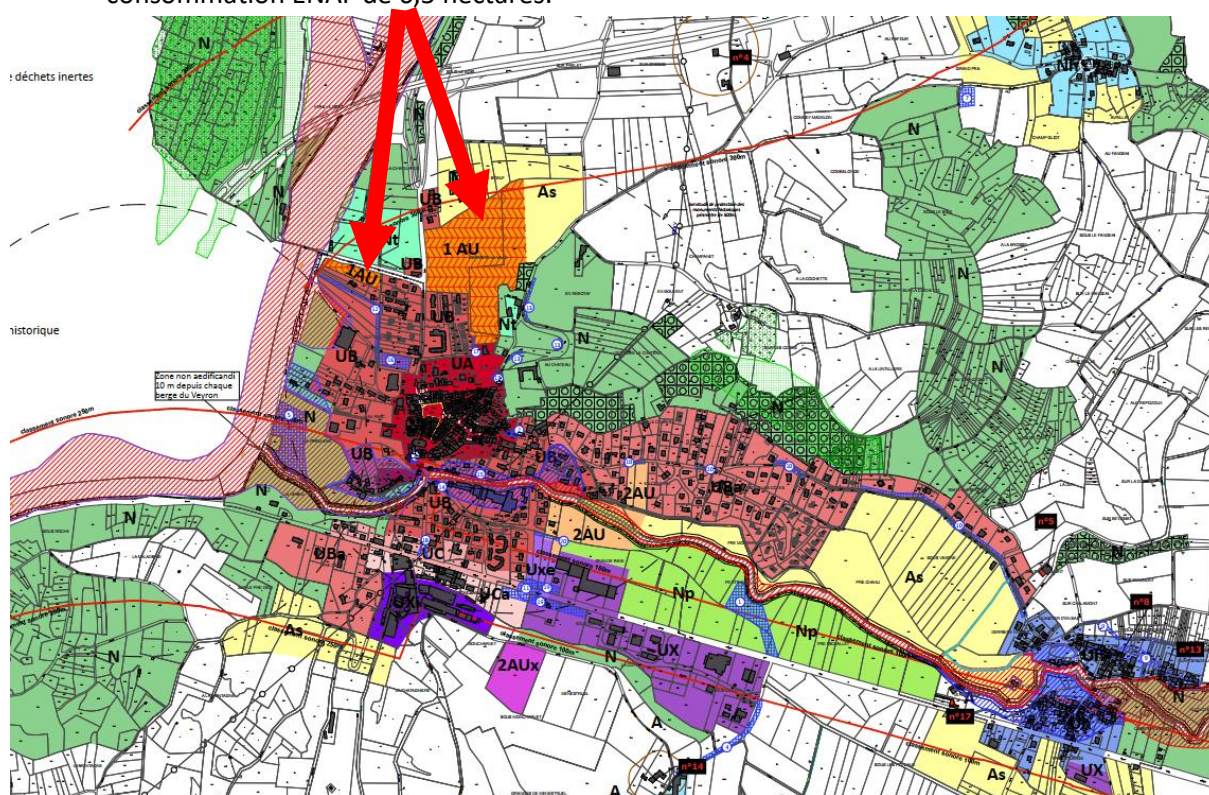
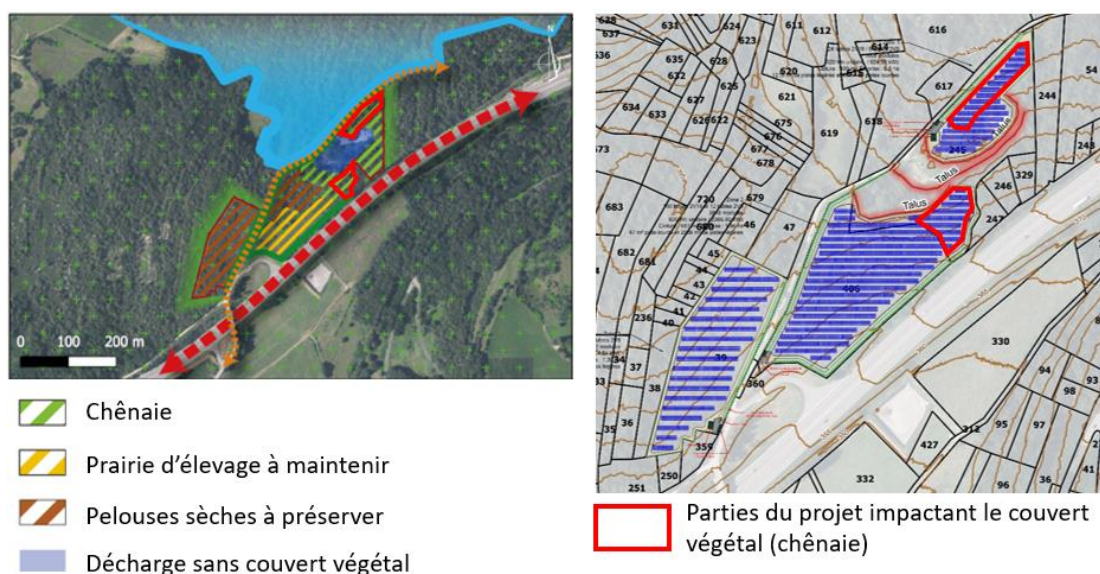


Figure 44. Extrait du plan de zonage du PLU de Poncin. Localisation des zones 1AU. Source 2BR

- **En zone à urbaniser type 2AU** : La commune compte plusieurs zones 2AU depuis l'approbation du PLU le 25 juin 2013. Toutefois, conformément aux dispositions du 4° de l'article L.153-31 CU, de telles zones dont la création date d'il y a plus de neuf ans (dispositions antérieures à la loi Climat & Résilience) ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation sans procéder par une révision du PLU. En conséquence, ces zones ont perdu leur caractère urbanisable en l'état. Elles représentent une capacité de 0 hectare de consommations ENAF.
- **Projet photovoltaïque** : le potentiel de consommation foncière généré par les projets de centrales photovoltaïques est encadré spécifiquement par le décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023. Une centrale photovoltaïque n'est pas comptabilisée comme générant une consommation ENAF s'il le projet est réversible, s'il maintient le couvert végétal préexistant au droit du projet sur toute la durée de l'exploitation et la perméabilité du sol au niveau des voies d'accès ; s'il maintient une activité agricole ou pastorale significative sur le terrain d'implantation. Par ailleurs, les installations devront respecter les caractéristiques techniques de l'arrêté du 29 décembre 2023 sur le même sujet (2 mètres d'espacement entre les panneaux, respect des conditions d'ancrage au sol...etc.) pour ne pas être considérés comme consommations ENAF.

Dans le cas du présent projet, celui-ci ne pourra pas être autorisé s'il n'est pas réversible. Concernant le couvert végétal, les parties présentant des pelouses sensibles seront maintenues avec l'implantation des panneaux et ne feront donc pas l'objet de consommation ENAF. Seules les parties accueillant des chênaies se verront en partie remises en cause par le projet. Sur ces parties, le projet aura donc pour conséquence de générer des consommations ENAF de l'ordre de 0,5 hectare. Concernant les prairies d'élevage, le projet devant être compatible avec l'activité agricole et ne pas empêcher le pastoralisme constaté sur la partie de terrain concerné, cette partie du périmètre investi ne fera pas l'objet de consommation ENAF.

Concernant, les dispositions techniques de l'arrêté du 29 décembre 2023, elles seront bien respectées sur l'ensemble du projet.



Sur le plan théorique, si le SCoT fixait un objectif de consommation ENAF de 2,6 hectares maximum d'ici à 2031 (équivalent à une consommation foncière divisée par deux par rapport à celle constatée sur la commune entre 2011 et 2021), après projet de centrale photovoltaïque (sans consommation constatée des zones 1AU), il resterait à la commune une enveloppe 2,1 hectare pour des développements urbains toutes destinations confondues.

Lorsque le SCoT BUCOPA aura abouti à sa révision et à la définition d'enveloppes de consommations foncières, les secteurs du PLU de Poncin générant potentiellement des consommations ENAF devront probablement être réinterrogés afin de respecter les dispositions de la loi Climat & Résilience.